

**RAPPORT ANNUEL
DE LA CNUCED
2008**



NATIONS UNIES



La CNUCED est le principal organe des Nations Unies chargé du commerce et du développement et des questions connexes concernant le financement, la technologie, l'investissement et le développement durable. Notre objectif est d'aider les pays en développement, en particulier les moins avancés, et les pays en transition, à s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale. Nous nous attachons aussi à aider la communauté internationale à promouvoir un partenariat mondial pour le développement, à définir avec plus de cohérence les politiques économiques au niveau mondial et à faire en sorte que le commerce ait des retombées bénéfiques pour tous en termes de développement.

Nous effectuons des travaux de recherche et d'analyse à la fois sur les problèmes de développement récurrents et sur des questions nouvelles, en essayant d'anticiper. Nous favorisons la formation de consensus sur les mesures propres à promouvoir les politiques et les stratégies nationales et internationales favorisant le développement.

Et nous contribuons à la mise en œuvre par les pays de leurs stratégies de développement, en les aidant à relever les défis de la mondialisation et à mettre à profit les perspectives qu'offre celle-ci.



NATIONS UNIES

LA CNUCED EN QUELQUES CHIFFRES

44	Années passées à promouvoir l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et leur développement
12^{ème}	Session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Accra (Ghana) du 20 au 25 avril 2008
193	États membres
3	Trois grands domaines d'action: <ul style="list-style-type: none">• Formation de consensus• Recherche et analyse• Coopération technique
5	Grands programmes de travail: <ul style="list-style-type: none">• Mondialisation et stratégies de développement• Investissement et développement des entreprises• Commerce international des biens et services, et des produits de base• Technologie et logistique• Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux
270	Projets de coopération technique actuellement exécutés dans 72 pays
41 %	Des dépenses totales consacrées aux projets allant aux pays les moins avancés
34M\$	De contributions volontaires pour les activités opérationnelles, dont 7 millions de dollars versés par des pays en développement et des pays en transition
60M\$	Constituant le budget ordinaire total pour 2008, financé à l'aide du budget ordinaire de l'ONU
200	Partenariats forgés avec des organisations de la société civile
524	Fonctionnaires dévoués, originaires de 102 pays
1^{er}	Organisme des Nations Unies établi à Genève à lancer une initiative pour des activités sans effet net sur les émissions de carbone

Pour en savoir plus sur la CNUCED:
www.unctad.org

TABLE DES MATIÈRES

La CNUCED en quelques chiffres	2
Avant propos de M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED	4
La CNUCED	7
La CNUCED XII	12
1- Apporter des réponses face aux problèmes persistants et aux défis nouveaux	17
2- Aider les pays à bénéficier du commerce	23
3- Mobiliser les capacités productives grâce à l'investissement et au développement des entreprises	29
4- Apporter des réponses aux problèmes des pauvres et des défavorisés	35
5- Moderniser l'économie	41
6- Annexes	47
Annex A. Publications de la CNUCED en 2008	48
Annex B. Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2008	53
Annex C. Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2008	55
Annex D. Appui du renforcement des capacités en 2008	67
Annex E. Sélection de programmes de coopération technique de la CNUCED mis en œuvre en 2008	68
Annex F. Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de résultat pour l'exercice biennal 2008-2009	69

**AVANT PROPOS
DE M. SUPACHAI
PANITCHPAKDI,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CNUCED**

Depuis le milieu de 2008, le monde subit une série de crises qui illustrent de manière frappante le degré d'interdépendance globale. Les effets de ces crises se feront encore ressentir dans les pays en développement pendant bien des années, mais une chose est déjà certaine: les conseils que peut apporter dans le domaine économique un organisme comme la CNUCED seront plus indispensables que jamais.

C'est dans cette perspective que nous présentons notre rapport annuel sur les activités de la CNUCED en 2008 – des activités qui émanaient de notre mandat originel mais qui répondaient aussi aux défis posés par les crises alimentaire, énergétique et financière. Notre mandat fondamental pour le commerce et le développement a en effet été considérablement renforcé à la douzième session de la Conférence ministérielle, tenue à Accra (Ghana) en avril 2008, et par l'Accord d'Accra qui en est issu. Conformément à l'esprit qui a toujours guidé notre action, l'Accord d'Accra recommandait que notre mandat soit étendu pour y prendre en compte les nouveaux enjeux de l'économie mondiale qui ont des conséquences, directes ou indirectes, sur la situation des pays en développement. Pour la CNUCED, cela impliquait de porter une attention accrue à des problématiques comme l'économie des migrations, les changements climatiques, la sécurité énergétique et alimentaire, la coopération Sud Sud, les produits de base, l'aide publique au développement (APD) et les problèmes particuliers de l'Afrique.

Nous avons ainsi créé au niveau du secrétariat des équipes spéciales chargées d'examiner nos projets d'assistance technique, de mettre en œuvre notre nouvelle stratégie d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, et de présenter des idées sur de multiples aspects de la problématique du développement, depuis la sécurité énergétique et alimentaire jusqu'aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), au financement du développement et aux questions systémiques.



*M. Supachai Panitchpakdi,
Secrétaire général de la CNUCED*

Nous avons renforcé nos activités concernant les produits de base, compte tenu de l'importance de ce secteur pour tant de pays en développement. Nous avons commencé à travailler à une nouvelle stratégie de communication, pour répondre aux vœux de nos États membres et donner à la CNUCED et à son action une plus grande visibilité et les faire mieux connaître. Et nous nous sommes efforcés de rendre le secrétariat aussi efficace que possible, en renforçant notre coordination interne s'agissant des publications et des messages clés et en consolidant nos fonds d'affectation spéciale pour les activités de coopération technique.

Au niveau intergouvernemental, l'année écoulée a été marquée par d'intenses discussions sur la triple crise et ses incidences sur les OMD, outre les autres sujets de préoccupation récurrents, tels que l'avancement des négociations commerciales du Cycle de Doha et le rôle vital des transferts de technologie. Par le biais d'une session qui a fait date, le Conseil du commerce et du développement a apporté sa contribution à une réunion de première importance sur les OMD tenue au Siège de l'ONU en septembre, ainsi qu'aux travaux de l'Assemblée générale. Nos discussions ont mis en relief la nécessité de règles multilatérales pour le commerce et la finance, et ont permis d'examiner le rôle des «nouveaux donateurs», en particulier du Sud, pour promouvoir le développement. Il y a eu aussi une session extraordinaire mémorable du Conseil du commerce et du développement sur les conséquences de la crise financière sur l'aide au développement, dont les conclusions ont été soumises à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement tenue à Doha.

La CNUCED a contribué au processus intergouvernemental par ses travaux de recherche et d'analyse et par son assistance technique. Parmi les thèmes nouveaux ou récurrents de nos recherches, on mentionnera

la nécessité cruciale de développer les capacités productives ainsi que les investissements dans les infrastructures et l'agriculture. Nous avons aussi insisté sur la nécessité pour l'État de jouer un rôle de facilitation, nécessité pour laquelle la CNUCED plaide depuis des années mais qui prend une résonance toute particulière avec la crise financière récente. Cette action a été complétée, en matière d'assistance technique, à travers notre rôle primordial au sein du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination lancé à la douzième session de la Conférence, et à travers l'accent mis sur le développement durable au niveau des pays. Nous sommes de plus en plus actifs dans les efforts à l'échelle du système des Nations Unies pour relever les défis essentiels de notre époque. Et tout au long de l'année, notre objectif dans le court et le long terme a été de tirer parti des leçons des crises précédentes pour mieux aider les pays pauvres à faire face. Une leçon primordiale est qu'une plus grande interdépendance exige une collaboration et une coordination plus grandes, en particulier au niveau multilatéral.

Pour 2009 et au delà, la CNUCED entend continuer à suivre l'évolution rapide de la situation économique mondiale, et à répondre avec diligence et efficacité aux besoins de ses parties prenantes pour les aider à relever ces défis.





LA CNUCED



La CNUCED

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été créée en 1964 en tant qu'organe de l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir aux pays en développement un cadre institutionnel qui mobilise la coopération internationale, afin de prendre en compte leurs problèmes de développement et de les aider à promouvoir leur croissance économique grâce au commerce et en tenant compte des problématiques connexes du financement, de l'investissement et de la technologie.

La CNUCED est réputée pour présenter des idées nouvelles et parfois controversées, qui par la suite sont acceptées et appliquées. Dès 1968 par exemple, elle a appelé les pays industrialisés à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement. Contesté et critiqué à l'époque, cet objectif est devenu depuis la norme internationale. En 2000,

la CNUCED a recommandé un doublement de l'aide globale à l'Afrique – un engagement adopté plus tard en 2005 au sommet du Groupe des huit principaux pays industrialisés (G 8). Et en 2004, dans son rapport *Le développement économique en Afrique* la CNUCED a demandé l'annulation complète de la dette extérieure des pays africains, faisant valoir que sinon le continent africain ne réaliserait jamais les OMD en matière de réduction de la pauvreté. Conformément à cette recommandation, les pays du G 8 sont convenus, à leur sommet de 2005, d'annuler la dette de 14 pays africains.

En 2008, alors que les pays en développement et les pays développés étaient aux prises (comme ils le sont encore) avec la récession économique mondiale, le rôle de la CNUCED en tant que principal organe des Nations Unies chargé du commerce et du développement – et des questions connexes concernant le financement, la technologie, l'investissement et le développement durable – reste plus pertinent que jamais.

LE SAVIEZ VOUS?

Les trois piliers de notre action

La CNUCED et ses 193 États membres œuvrent dans trois grands domaines intimement liés:

- (a) Formation de consensus sur les questions concernant le commerce et le développement;
- (b) Recherche sur les moyens de promouvoir le commerce et le développement; et
- (c) Assistance technique adaptée aux besoins spécifiques des pays en développement et des pays en transition pour les aider à parvenir à une expansion commerciale et à une croissance économique durables.



Conférence internationale sur le thème: Comment les pauvres sont ils affectés par le commerce? New Delhi, Inde, 14-16 octobre 2008.

Collaboration avec nos États membres

Entre les sessions de la Conférence, tous les quatre ans, l'organe directeur de la CNUCED, le Conseil du commerce et du développement, dirige les travaux de l'organisation et examine les problématiques nouvelles. Le Conseil bénéficie de l'aide de deux commissions: la Commission du commerce et du développement et la Commission de l'investissement, des entreprises et du développement. Les commissions conduisent le dialogue sur les problèmes récurrents et sur les questions nouvelles, examinent les rapports des réunions d'experts, supervisent et recommandent en vue de leur approbation les programmes de travail des réunions d'experts relevant de leurs compétences, et s'emploient à promouvoir et à renforcer les synergies entre les trois grands domaines d'action de la CNUCED.

À la session quadriennale de la Conférence qui s'est tenue à Accra (Ghana) en 2008, il a été demandé au Conseil du commerce et du développement de renforcer sa fonction décisionnelle et directive, ainsi que sa fonction de gouvernance. Le Conseil devrait ainsi veiller à la cohérence globale des activités de l'organisation et à leur mise en œuvre conformément aux mandats définis.

Collaboration avec d'autres partenaires

La CNUCED collabore aussi avec les organisations de la société civile (organisations non gouvernementales, syndicats, associations professionnelles, etc.), les milieux parlementaires et universitaires et le secteur privé pour parvenir à de meilleurs résultats pour ses États membres. On peut notamment citer les exemples suivants:

- La CNUCED a collaboré à un programme avec l'Inde pour aider celle-ci à faire bénéficier les pauvres de la croissance rapide de ses exportations et à tirer parti du commerce pour améliorer la situation et les revenus des femmes. Ce projet sur les stratégies et la préparation pour le commerce et la mondialisation en Inde a été mis en œuvre en coopération avec le Gouvernement indien et le Department for International Development du Royaume-Uni.
- Nous exécutons aussi un projet sur un réseau de centres d'excellence en coopération avec un groupe d'institutions scientifiques et technologiques dans les pays en développement, où ces institutions servent de centres de coordination régionaux pour l'apprentissage et la formation.



- En 2008, la CNUCED et d'autres organismes des Nations Unies actifs aux niveaux mondial ou régional se sont réunis pour voir comment collaborer de leur mieux à l'initiative d'aide au commerce. Des travaux d'étude avec ces organismes sont en cours. La CNUCED a également organisé en 2008 des formations sur l'initiative d'aide au commerce à l'intention de responsables de l'élaboration des politiques de pays en développement, afin de les aider à mieux comprendre les concepts et les problématiques en cause et à concevoir des stratégies nationales pour tirer parti de cette initiative.

- Nous sommes un acteur majeur du Partenariat sur la mesure de la contribution des TIC au développement, qui inclut: a) l'Union internationale des télécommunications; b) l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); c) l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; d) les commissions régionales de l'ONU; d) Eurostat; et e) la Banque mondiale. Le partenariat s'emploie à élaborer un ensemble harmonisé d'indicateurs essentiels sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui seront accessibles publiquement sur une base de données mondiale en ligne, et à renforcer les capacités des bureaux nationaux de statistique dans les pays en développement. En 2008, le partenariat a lancé sa publication *The Global Information Society: a Statistical View*, qui présente un tableau complet de l'état de la société de l'information dans le monde et qui met en relief les avancées récentes en matière de mesure de la contribution des TIC.

Un rôle de chef de file pour la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies

En 2008, la CNUCED a confirmé son rôle de chef de file dans le processus pour la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies, en particulier par sa participation active à l'initiative «Unis dans l'action». La CNUCED dirige le programme «Intégration du Cap Vert dans l'économie mondiale» exécuté avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre du commerce international (CCI) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). En Albanie, la CNUCED dirige le programme «Vers l'Union européenne: appui aux capacités commerciales de l'Albanie», mis en œuvre en coopération avec la FAO, le CCI, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'ONUDI et la Commission économique pour l'Europe de l'ONU.

Le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a été lancé le 20 avril 2008 par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à la douzième session de la Conférence à Accra (Ghana). Le Groupe est reconnu aujourd'hui comme l'un des mécanismes de coordination les plus dynamiques du système des

Nations Unies, et il confirme le rôle de la CNUCED en tant qu'organe central de coordination à l'échelle du système pour le traitement intégré de la problématique du commerce et du développement. (Pour en savoir plus: <http://www.unsystemceb.org>.)



La CNUCED, en tant qu'institution chef de file au sein du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, a participé à la réunion sur le thème «La cohérence à l'échelle du système des Nations Unies: les prochaines étapes» organisée les 4 et 5 mars 2008 par l'ONUDI au Centre international de Vienne, à Vienne (Autriche). Parmi les participants à la réunion figuraient notamment (de gauche à droite sur la photo): M. Kande K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI; M. Jean Philippe Rodde, Service de la coopération technique de la CNUCED; Mme Asha Rose Migiro, Vice-Secrétaire générale de l'ONU; Mme Manuela Tortora, Chef du Service de la coopération technique de la CNUCED; et M. Hans Page, Département de la coopération technique de la FAO.



La CNUCED XII

Accra, Ghana, 20 25 avril 2008

La route vers Accra

La douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a été un important tournant pour l'organisation. La situation économique mondiale depuis la dernière session de la Conférence s'était profondément et fondamentalement modifiée. Il fallait donc que la CNUCED s'adapte pour mieux faire face à la dynamique et aux défis actuels et aux problématiques nouvelles. Sans attendre, les États membres se sont attachés à examiner les problèmes fondamentaux du moment et les moyens de renforcer la CNUCED en tant qu'institution, afin qu'elle puisse contribuer davantage au développement. Ces préoccupations étaient reflétées dans le thème de la Conférence retenu par les États membres: «Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement».

L'une des questions fondamentales examinées était celle de savoir comment faire véritablement du commerce le moteur d'un développement solidaire, compte tenu de la complexité de plus en plus grande des relations

économiques internationales. Il a été consacré beaucoup de temps et de réflexion aux problématiques nouvelles ayant des incidences sur le commerce, comme les services, la mobilité de la main d'œuvre, les produits de base, la sécurité énergétique et les changements climatiques. L'avenir du système commercial multilatéral et l'issue rapide et positive des négociations commerciales du Cycle de Doha sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont beaucoup mobilisé l'attention aussi. Présageant d'une certaine manière ce qui allait se produire, les États membres ont aussi examiné comment le système économique international pourrait être rendu plus stable et plus prévisible, notamment en renforçant la cohérence, la gouvernance et la compatibilité des systèmes commercial, financier et monétaire internationaux.

Les pays membres ont aussi longuement examiné la question de l'importance croissante de la coopération Sud Sud – en particulier le commerce Sud Sud, mais aussi l'investissement Sud Sud. Quelque 48 % des échanges commerciaux des pays en développement étaient des échanges Sud Sud, et à cela s'ajoutaient des flux financiers de plus en plus importants du Sud vers le Nord. Certains pays d'Asie en voie d'industrialisation rapide avaient un fort excédent de leur commerce extérieur, qui conduisait à une accumulation rapide de réserves de change. Ces fonds servaient à soutenir la dette et la balance commerciale déficitaire de plusieurs puissances industrielles mondiales, et en particulier des États Unis. En 2008, l'excédent de la balance commerciale de la Chine a atteint 295,5 milliards de dollars, et il était essentiellement détenu en dollars des États Unis. Dans le même temps, on voyait que les pays en développement ne profitaient pas tous pleinement de l'ampleur des échanges commerciaux ni de leurs retombées.





Autre thème de discussion important: le rôle de facilitation de l'État dans le développement. Il était reconnu que l'État avait un rôle important à jouer pour favoriser le développement, notamment en instaurant un climat d'affaires positif qui permette aux entreprises de participer au développement des activités économiques. Et la question du rôle des États pour remédier, au niveau mondial, aux déficiences systémiques et aux imperfections des marchés, a également été examinée.

La Conférence d'Accra

Durant la semaine de session de la Conférence, plusieurs tables rondes réunissant des responsables politiques et des spécialistes ont permis d'examiner des questions centrales et de voir comment la mondialisation pourrait contribuer de façon encore plus puissante à promouvoir un développement solidaire. Parmi les thèmes examinés, on mentionnera notamment a) «Mondialisation, développement et réduction de la pauvreté: dimensions sociales et incidences sur les questions de parité»; b) «Le renouveau des produits de base au XXI^e siècle»; et c) «Mettre à profit les connaissances et la technologie pour le développement». Ces discussions ont contribué à faire de cette douzième session une conférence des Nations Unies de première importance sur le développement et un événement marquant dans le débat mondial sur le développement.

Autre fait important, la douzième session de la Conférence s'est tenue au milieu de la tourmente causée par les crises alimentaire et énergétique. Les débats ont mis en lumière l'importance pour la CNUCED de contribuer aux efforts entrepris au niveau mondial face à ces problèmes planétaires. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki moon, a d'ailleurs saisi l'occasion de cette session pour annoncer son initiative de grande ampleur pour faire face à la crise alimentaire globale.



Le débat de haut niveau à la CNUCED XII sur le thème «Commerce et développement pour la prospérité de l'Afrique: action et direction»

L'Accord d'Accra

L'Accord d'Accra et la Déclaration d'Accra ont été adoptés par consensus par les 193 États membres de la CNUCED. Dans ses conclusions, la Conférence prend en considération les problèmes économiques et commerciaux et les problèmes de développement pressants, et fixe à la CNUCED un programme de travail pour les quatre années à venir. Ces conclusions soulignaient les défis que devaient relever beaucoup de pays en développement qui s'efforçaient de s'intégrer dans le système économique et financier international, et elles prévoyaient pour progresser sur la voie du développement économique et social un programme détaillé qui couvrait notamment les produits de base, le commerce, la logistique commerciale, la dette, l'investissement et les nouvelles technologies.

Renforcer la contribution de la CNUCED au développement

Lors de la Conférence, la question du renforcement de l'organisation afin qu'elle puisse continuer à agir efficacement pour le développement a suscité beaucoup d'intérêt et de débats. Comme il est dit dans l'Accord d'Accra: «Dans le contexte d'une interdépendance de plus en plus forte de tous les pays, [la CNUCED] devrait maintenir son orientation et son engagement uniques en faveur du développement à travers ses trois grands domaines d'action, tout en restant à l'écoute de tous les États membres et en restant comptable de ses actions devant tous».

Il s'est dégagé un consensus évident sur plusieurs principes essentiels. Premièrement, le rôle important de la CNUCED en tant que principale source de réflexion sur le développement devait être maintenu et renforcé. Deuxièmement, les trois grands domaines d'action de l'organisation étaient interdépendants et indissociables.

Troisièmement, le mécanisme intergouvernemental devait rester fort et être constamment rendu plus efficace et plus efficace pour promouvoir le consensus sur les questions de développement. Enfin, compte tenu des discussions à la douzième session de la Conférence sur les difficultés rencontrées par beaucoup de pays en développement pour élargir et diversifier leur économie – même dans la situation économique favorable des années 2001-2007 –, les États membres ont estimé que les activités de coopération technique de la CNUCED devraient être axées plus résolument sur le développement des capacités productives.

Les discussions ont également permis de constater qu'il y avait un consensus quant à la nécessité de renforcer l'action de l'organisation concernant les produits de base. Il a donc été établi au sein de la CNUCED un groupe spécial sur les produits de base qui fera rapport directement au Secrétaire général de la CNUCED et qui s'attachera à faire en sorte que les questions importantes concernant les produits de base soient mieux prises en compte.

Les États membres sont également convenus d'appuyer le mécanisme intergouvernemental en renforçant le mandat des commissions et du Conseil du commerce et du développement. Ils ont aussi pris l'initiative importante d'instituer des réunions d'experts pluriannuelles, qui donneront à l'organisation la possibilité d'examiner des questions fondamentales sous leurs diverses facettes et sur plusieurs années. Ce mécanisme innovant devrait permettre une analyse plus fouillée, contribuer au développement de réseaux d'experts et déboucher sur des solutions encore plus adaptées et proactives aux problèmes de développement.



Le premier prix de la femme chef d'entreprise Empretec/CNUCED est remis par Mme Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, à Mme Sana Zaal Burgan, Présidente de l'entreprise jordanienne Med Grant

La CNUCED XII en bref

Dates et lieu: 20-25 avril 2008, Accra (Ghana)

Thème: Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement

Participation:

- 148 États membres
- 1 400 représentants des États membres
- 2 100 représentants d'organisations non gouvernementales, d'organisations intergouvernementales, d'organismes des Nations Unies, d'organisations de la société civile, d'entreprises et d'associations professionnelles

Débat de haut niveau: Commerce et développement pour la prospérité de l'Afrique – action et direction

Neuf tables rondes thématiques:

- Mondialisation, développement et réduction de la pauvreté: dimensions sociales et incidences sur les questions de parité
- Créer un environnement institutionnel propice à un accroissement de l'investissement étranger et à un développement durable
- Le renouveau des produits de base au XX^e siècle
- L'émergence d'un nouveau Sud et le commerce Sud en tant que vecteur de l'intégration régionale et inter-régionale pour le développement
- Mettre à profit les connaissances et la technologie pour le développement
- Contribution de la gestion de la dette au commerce et au développement
- Développer les capacités productives dans les pays les moins avancés
- Renforcer la CNUCED, son rôle en matière de développement
- Renforcer la CNUCED, son impact et son efficacité institutionnelle

Résultats:

- La Déclaration d'Accra

- L'Accord d'Accra

(Pour accéder aux textes:

http://www.unctad.org/en/docs/iaos20082_fr.pdf.)

Réunions et autres événements parallèles:

Forum mondial de l'investissement: Les participants ont examiné quels étaient les opportunités et les défis essentiels et nouveaux pour l'investissement étranger, comment les chaînes de valeur mondiales et les relations interentreprises évoluaient et comment les pays émergents pouvaient accélérer leur développement grâce à l'investissement étranger direct (IED). Ce premier forum a réussi à trouver sa place sur la scène internationale de l'investissement en réunissant de multiples parties prenantes.

Forum de la société civile: Déclaration du Forum de la société civile à la douzième session de la Conférence, demandant que les pauvres et les femmes puissent mieux bénéficier de la mondialisation économique.

L'Afrique créative: Expositions d'œuvres d'art et de créations de mode africaines, musique africaine.

Prix de la femme chef d'entreprise: Décerné à des femmes chefs d'entreprise ayant bénéficié des services des 27 centres de développement de l'entrepreneuriat du programme Empretec de la CNUCED:

- **Premier prix:** Sana Zaal Burgan (Jordanie), fondatrice de l'entreprise Med Grant pour le développement des services médicaux en Jordanie, en particulier pour le «tourisme médical» international;
- **Deuxième prix:** Sapphira Nyabunwa (Ouganda), fondatrice de l'entreprise Safi Cleaning Services Ltd., qui emploie 800 personnes et qui fournit des services de nettoyage professionnel sur tout le territoire de l'Ouganda;
- **Troisième prix:** Augustine E. Hammond (Ghana), fondatrice de l'entreprise Jem Afrik Creations Ltd., qui emploie 55 personnes et qui crée et fabrique des vêtements de style africain.





1 APPORTER DES RÉPONSES FACE AUX PROBLÈMES PERSISTANTS ET AUX DÉFIS NOUVEAUX



La fragilité de la situation économique mondiale a été perçue par tous les pays en 2008, et la sévérité et la durée de la crise dépendront des réponses apportées par les gouvernements, tant individuellement que collectivement.

Conformément à son mandat qui lui impose d'«anticiper» et de rechercher des «solutions innovantes», la CNUCED a activement contribué au vaste débat international sur les moyens de répondre aux crises actuelles et, en particulier, de continuer à prêter attention aux intérêts des pays en développement. Ainsi, deux de nos principales publications – le Rapport sur le commerce et le développement et le Rapport sur les pays les moins avancés – ont mis l'accent sur des problématiques critiques pour les pays en développement, comme la nécessité de doper les capacités productives et les investissements dans les infrastructures, y compris en élaborant des stratégies de développement mieux conçues et en gérant mieux l'aide au développement. Le Rapport sur le commerce et le développement met même au défi les responsables des politiques de réfléchir de manière plus créative aux interventions possibles de l'État non seulement pour corriger les déficiences des marchés, mais aussi pour contribuer aux objectifs de développement, y compris les OMD.

Une «énigme»: les pays pauvres exportent des capitaux vers les pays

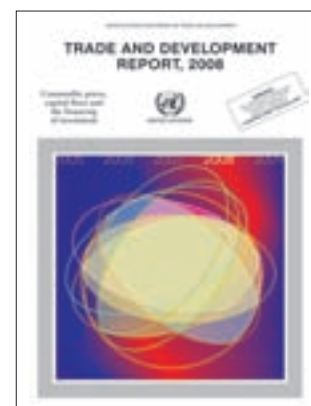
Selon la théorie économique classique, les flux de capitaux «descendent» des pays riches vers les pays pauvres, attirés par des taux de rendement plus élevés. Toutefois, entre 2002 et 2006, les pays en développement dans leur ensemble ont exporté davantage de capitaux vers les pays développés qu'ils n'en ont reçus. Plus surprenant encore, certains des pays ayant les plus importants flux de capitaux à «contre-courant» avaient aussi les plus importants taux d'investissement intérieur et les taux de croissance économique les plus élevés et les plus robustes. Ils se trouvaient dans une situation meilleure en général que les pays en développement qui suivaient le modèle de croissance économique classique, avec la dépendance qu'il implique vis-à-vis des capitaux étrangers et de l'investissement de l'épargne intérieure.

Le rapport soutient que, après la crise financière asiatique à la fin des années 90, les pays ont essayé de maintenir la parité de leur monnaie à un niveau suffisamment bas pour être compétitifs à l'exportation, et les gouvernements sont souvent intervenus sur le marché des changes afin d'éviter que leur monnaie s'apprécie. Ils ont ainsi accumulé des réserves de devises et ont contribué à financer les déficits du solde courant de certains grands pays développés.

La surévaluation des taux de change a été l'indicateur le plus «fiable» des crises financières dans les pays en développement ces quinze dernières années, selon le rapport, dans le même temps que la dépréciation des taux de change réels a souvent dopé la croissance. Pour empêcher les gouvernements de manipuler les taux de change pour améliorer artificiellement

«Il y a de précieuses leçons à tirer de l'étude de la CNUCED. Premièrement, les pays développés qui ont d'importants excédents de leur solde courant – Allemagne et Japon essentiellement – ont besoin de politiques de stimulation de la demande intérieure. Deuxièmement, les pays en développement qui cherchent un modèle de croissance feraient mieux de regarder vers Beijing que vers Washington.»

The Guardian, 8 septembre 2008



riches – selon le Rapport sur le commerce et le développement, 2008

la compétitivité de leurs exportations, la CNUCED a continué à recommander l'adoption d'un ensemble de règles internationales pour gouverner les politiques de change et les politiques financières, une idée désormais encore plus prioritaire compte tenu de la tourmente financière de 2008.

Le rapport appelait aussi les gouvernements à réinvestir les bénéfices des entreprises locales et à mettre en place des mécanismes bancaires qui pourraient fournir davantage de crédit pour aider ces entreprises à se développer. Les pays pourraient ainsi réduire leur dépendance vis-à-vis d'apports de capitaux qui dépendent eux-mêmes en grande partie de facteurs échappant à leur contrôle, et aussi élargir leur assise économique – deux atouts importants en période de crise économique mondiale comme celle de 2008.

Le Rapport sur le commerce et le développement contient aussi une analyse des perspectives économiques mondiales, dont il ressort que l'incertitude et l'instabilité des marchés financiers et monétaires et des marchés de produits de base au niveau international contribuent à assombrir les perspectives de l'économie mondiale et font peser des risques considérables pour les pays en développement. Et la situation serait pire si on allait vers une politique monétaire plus restrictive pour compenser les effets sur les prix des importations de produits de base, plutôt que de recourir à des mesures expansionnistes pour contrer les tendances récessionnistes.

Pour en savoir plus: www.unctad.org/tdr.

Répondre à la crise alimentaire globale

Dans une note de synthèse intitulée «Comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale» (Synthèse no 2, juin 2008), les économistes de la CNUCED indiquaient que l'envolée des prix des produits alimentaires avait fait basculer environ 40 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et la famine en 2008, ce qui portait le nombre des personnes ne mangeant pas à leur faim dans le monde à 936 millions. Les travaux de la CNUCED montraient que des problèmes structurels comme ceux de l'accès à la terre et aux technologies appropriées et du crédit devaient être surmontés, sous peine que d'autres pénuries alimentaires surviennent quasi inéluctablement. Ce problème fait l'objet d'un plus ample examen dans le rapport de la CNUCED «Répondre à la crise alimentaire globale – Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté» (document UNCTAD/OSG/2008/1, accessible à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/edm_dir/docs/osg_2008_1_fr.pdf). La CNUCED est aussi membre de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU et elle contribue activement aux efforts du système des Nations Unies pour trouver des réponses à la crise, dans le court terme et sur le long terme.

Le 28 novembre 2008, la CNUCED a organisé le premier d'une série de cours de formation à l'intention de fonctionnaires de pays en développement sur les moyens de faire face à la crise alimentaire. Les mesures possibles suggérées aux participants incluaient a) l'utilisation des recettes douanières pour doper le développement agricole; b) une aide aux petits exploitants; et c) d'autres mesures pour remédier à la sous-capitalisation durable de l'agriculture, financer les exploitations et les

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt-cinquième session commémorative, débat de haut niveau. De gauche à droite sur la photo: M. Wang Jun, Vice-Ministre, Ministère des finances de la Chine; le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi; le Président de l'ISAR, M. Nelson Carvalho.



infrastructures rurales, et fournir aux agriculteurs des informations en temps réel sur les cours des produits agricoles et sur les prix des intrants agricoles par exemple.

Promouvoir des flux d'aide accrus

L'aide aux pays les moins avancés (PMA) a tendance à se contracter en temps de récession, mais le Secrétaire général a souligné, dans plusieurs déclarations à la fin de 2008, qu'il était vital pour ces pays vulnérables de recevoir autant, voire davantage, d'APD quand le monde était en crise. À la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement qui s'est tenue à Doha (Qatar) du 29 novembre au 2 décembre 2008, la CNUCED a fait valoir que «la mobilisation de ressources financières additionnelles pour le développement – en particulier un accroissement de l'aide publique au développement (APD) pour assurer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement – s'imposait avec encore plus d'urgence face à l'extension des répercussions de la crise financière». Une manifestation parallèle sur le thème «Crise financière, déséquilibres mondiaux et marge d'action nationale» organisée par la CNUCED et le Gouvernement néerlandais a mis en avant la nécessité d'un meilleur équilibre entre les instruments de la gouvernance économique internationale et la marge d'action nationale dans chaque pays.

Gérer la capacité d'endettement durable

Dans la tourmente économique et financière, les niveaux d'endettement de certains pays en développement apparaissaient de plus en plus préoccupants. Il était suggéré dans le Rapport 2008 sur les pays les moins avancés qu'il faudrait envisager d'alléger substantiellement la dette des 34 PMA qui n'avaient pas encore bénéficié d'une telle mesure au titre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe)

ou de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale. De ce fait, malgré ces initiatives la charge de la dette restait beaucoup plus lourde pour les PMA qu'elle ne l'était en moyenne pour les autres pays en développement – 42 % du revenu national brut contre 26 % en 2006 – et le rapport avertissait que la viabilité de leur endettement sur le long terme restait problématique pour les PMA. C'est pourquoi la CNUCED a insisté, à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur les problèmes de la viabilité de l'endettement des pays en développement face à l'aggravation de la crise financière et sur la nécessité d'un mécanisme permettant de gérer ce problème d'endettement. En outre, avec l'aide financière du Gouvernement norvégien, la CNUCED a lancé un grand projet sur la gestion de la dette souveraine, qui comportera d'importants travaux de recherche et la création d'un forum international ad hoc.

Promouvoir un cadre réglementaire plus transparent

Des règles financières et comptables transparentes sont nécessaires pour rétablir la confiance des investisseurs dans le monde entier après l'effondrement des titres de crédit hypothécaire à haut risque et autres outils d'investissement opaques. Le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi, a déclaré à une réunion du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR), le 5 novembre 2008, que des modifications devaient être apportées aux normes de comptabilité et de publication pertinentes «de manière équitable et transparente», en permettant notamment aux pays en développement de participer aux discussions.



Rapport 2008 sur les pays les moins avancés – Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement

Selon le Rapport 2008 sur les pays les moins avancés, les problématiques concernant la production, la productivité et les capacités productives n'étaient pas suffisamment prises en compte, ce qui accentuait la vulnérabilité des PMA aux chocs extérieurs et conduisait aussi à un scénario de croissance sans impact majeur sur la réduction de la pauvreté. Il était souligné dans le rapport que dans les politiques tant nationales qu'internationales il fallait s'attacher à développer les capacités productives et les possibilités d'emploi productif. Les flux d'aide aux PMA, même s'ils sont en hausse considérable par rapport à leur point bas dans les années 90, sont désormais plus orientés vers les priorités sociales et la santé, selon le rapport, que vers le progrès agricole ou industriel. La part de l'aide qui va aux secteurs productifs et aux infrastructures économiques dans les PMA ne dépassait pas 25 % en 2006, contre 50 % au début des années 90, et cette tendance «accentue la vulnérabilité des PMA

aux chocs extérieurs et conduit aussi à un scénario de croissance sans impact majeur sur la réduction de la pauvreté».

Pour une aide efficace et un développement effectif, il faut que les pays pauvres soient les premiers à élaborer et à mettre en œuvre leurs stratégies de développement nationales selon le Rapport 2008 sur les pays les moins avancés. Ce sont eux qui connaissent le mieux la situation sur place et qui peuvent faire les meilleurs choix, en procédant par expérience et de façon pragmatique. Or, à l'heure actuelle, l'aide fournie ne favorise pas l'«appropriation» par les pays de leurs stratégies de développement nationales. Le rapport recommandait que les PMA adoptent des politiques de gestion de l'aide permettant, grâce à une démarche participative, d'améliorer l'efficacité de l'aide.

Pour obtenir le texte du Rapport sur les pays les moins avancés: www.unctad.org/lldcr.

«Quelles sont donc les leçons? Selon le rapport [sur les PMA] il faut davantage d'allègement de la dette, davantage d'investissement étranger, des mesures pour élargir la base économique, etc. Tout cela semble raisonnable... et la CNUCED fait bien d'appeler l'attention sur tout ce qui doit être fait, même si les chiffres de la croissance sont encourageants.»

The Independent, 20 juillet 2008





2 AIDER LES PAYS À BÉNÉFICIER DU COMMERCE



La part des pays en développement dans le commerce international a continué à se développer et à se diversifier, avec une croissance robuste pour les produits manufacturés. Le défi sera de maintenir cette tendance et d'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales des pays et des entreprises de taille plus modeste. Les accords commerciaux peuvent y contribuer en prenant en compte des questions comme la progressivité des droits, les crêtes tarifaires, les règles d'origine et les problèmes de transfert de technologie – aussi bien sur les marchés des pays développés que sur ceux des pays en développement. La CNUCED, avec d'autres institutions et donateurs, aide les États membres à se doter de politiques et de systèmes favorables au développement des entreprises et du commerce afin qu'ils puissent s'intégrer avec profit dans le système commercial international et améliorer ainsi le bien-être de leur population.

L'action de la CNUCED pour le commerce consiste d'abord à suivre et à évaluer systématiquement et attentivement les tendances, les questions, les problèmes et les perspectives concernant le commerce international et les politiques commerciales affectant les biens, les services et les produits de base, et à en mesurer les effets sur les perspectives de développement des pays pauvres. Ces travaux de recherche sont largement diffusés et il en est tenu compte dans les décisions prises aux niveaux national, régional et international. Ils sont discutés par les gouvernements dans le cadre des réunions de la CNUCED dans le but de favoriser la formation de consensus sur la situation. Sur la base de ces travaux et du consensus qu'ils favorisent, la CNUCED peut apporter à chaque gouvernement une assistance technique soigneusement adaptée.

La CNUCED continue à appuyer les efforts des gouvernements pour faire progresser les négociations commerciales dans le cadre de l'OMC, en particulier celles engagées depuis longtemps déjà au titre du Cycle de Doha, et pour clarifier les aspects des questions soulevées dans les négociations qui concernent le développement. L'objectif est d'aider les pays pauvres à mieux comprendre leurs intérêts et les enjeux, afin qu'ils puissent participer de manière plus effective et prendre des décisions en connaissance de cause sur les positions à adopter dans les négociations. Il s'agit que ces pays puissent tirer largement bénéfice du système commercial international, et que cela les aide à améliorer les conditions de vie de leur population. Les domaines d'action privilégiés de la CNUCED sont en particulier l'agriculture, les produits non agricoles, les services et les règles.

Le commerce n'est pas seulement le thème de discussions multilatérales entre de nombreux gouvernements; il trouve aussi une expression concrète sur le terrain, dans les régions et entre les pays. La CNUCED aide les pays en développement à saisir les opportunités de vendre leurs biens et leurs services à d'autres pays en les familiarisant avec les régimes commerciaux nationaux et en leur montrant comment utiliser les préférences commerciales dans le cadre d'«arrangements commerciaux préférentiels». Certaines de ces préférences – y compris le Système généralisé de préférences (SGP), la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique et l'Accord de Cotonou – sont accordées par les pays développés. D'autres sont octroyées par d'autres pays en développement, par exemple dans le cadre du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), des initiatives de la Chine et de l'Inde pour l'accès aux marchés en



Les participants au débat à la réunion multipartite sur le coton (de gauche à droite sur la photo): Mme Ramadan Issa, Ministre du commerce et de l'industrie du Tchad; M. Youssouf Soumahoro Diallo, Ministre du commerce et de l'industrie de la Côte d'Ivoire; Mme Christine Ouinsavi, Ministre du commerce et de l'industrie du Bénin; M. Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC; M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; et M. Ahamadou Abdoulaye Diallo, Ministre du commerce et de l'industrie du Mali.

franchise de droits et hors contingent pour les PMA et d'arrangements régionaux entre pays en développement.

Dans les travaux de la CNUCED sur les questions commerciales, l'accent est mis sur le secteur des services, qui est un élément essentiel de l'économie de tous les pays et qui offre des possibilités en termes de commerce, de diversification et de croissance. Ce secteur joue aussi un rôle important du point de vue social et pour l'atténuation de la pauvreté en assurant la fourniture de services essentiels comme l'éducation, la santé, l'électricité et l'eau. Le travail de la CNUCED dans ce domaine consiste généralement, conformément aux trois piliers de son action, a) à effectuer des analyses de différents secteurs de services dans les pays qui demandent une assistance dans ce domaine; b) à conseiller aux gouvernements concernés les politiques à adopter pour renforcer leurs secteurs de services; puis c) à former leur personnel pour mettre en œuvre ces politiques, afin d'améliorer l'accès universel de la population aux services essentiels.

Activités d'appui au commerce

Relever les défis et saisir les opportunités sur les marchés des produits de base

La réunion multipartite sur le coton convoquée par le Secrétaire général de la CNUCED le 2 décembre 2008, et organisée par le nouveau Groupe spécial sur les produits de base de la CNUCED, a permis à six ministres du commerce de pays africains dont l'économie dépend des exportations de coton de parler des contraintes extérieures qui pèsent sur le commerce d'un produit vital pour leur économie. Selon le Secrétaire général, il était «important, à ce stade, d'éliminer les mesures qui faussent les échanges et les obstacles à l'accès aux marchés» affectant le coton et maintenus en place par

plusieurs pays développés. Les ministres africains du commerce ont aussi souligné qu'il ne fallait pas que la crise financière mondiale empêche d'apporter l'aide promise pour les projets de développement de la production du coton, en Afrique et ailleurs.

L'idée de mieux tirer profit des industries extractives en Afrique était un objectif primordial de la douzième Conférence africaine sur le pétrole, le gaz et les minéraux – commerce et financement – organisée sous l'égide de la CNUCED à Malabo (Guinée équatoriale) du 4 au 7 novembre 2008. L'un des résultats de cette Conférence a été la signature d'un memorandum entre le Gouvernement de la Guinée équatoriale et Exxon-Mobil pour capter et commercialiser le gaz naturel qui s'échappe actuellement des puits de pétrole. Ce projet a) aidera le pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre; b) développera les activités de transformation du gaz dans des installations industrielles locales; et c) accroîtra l'offre de gaz de pétrole liquéfié sur le marché national et sur le marché régional, et sécurisera les approvisionnements en énergie de l'Afrique. On peut espérer que cet accord conduira à des projets similaires ailleurs sur le continent.

Le projet Infoshare élaboré par la CNUCED est devenu en partie opérationnel au Cameroun en 2008. Les prix du cacao offerts par différents acheteurs sont ainsi actualisés et publiés en ligne. L'objet du système est de permettre aux producteurs de comparer les offres et de décider si, et quand, il convient de vendre leur production afin d'en tirer le maximum de profit (auparavant, ils devaient souvent accepter ce qui était proposé par un acheteur local unique). Les données sont réunies et transmises notamment par l'intermédiaire des centres de télécommunications et des organisations d'agriculteurs. De là, elles sont diffusées par la radio,



par le téléphone et par le bouche à oreille. L'Office national du cacao au Cameroun est le dépositaire de la base de données centrale pour le projet, ce qui permet aux autorités de suivre la situation dans le secteur et de prendre des décisions en connaissance de cause dans l'intérêt des producteurs. Des études de faisabilité pour étendre le système Infoshare aux Caraïbes (Guyana et Trinité et Tobago), à la région du Pacifique (Fidji, Samoa et Vanuatu), et à d'autres pays d'Afrique centrale (Gabon, Congo et République démocratique du Congo) pour d'autres produits agricoles pertinents ont été menées à bien.

La CNUCED a continué aussi à gérer et à actualiser son site Web Infocomm, qui aide les gouvernements des pays en développement, les entreprises et les autres acteurs à suivre l'évolution des prix et du commerce des produits de base et à ajuster leur action en conséquence. Pour le coton par exemple – comme pour d'autres produits agricoles – le site fournit des informations récentes sur les prix, sur l'état des cultures, sur les chaînes de commercialisation pour la vente et la distribution et sur la technologie, ainsi que sur certains documents de référence. Le site fournit aussi des liens avec les principales organisations de produits, des groupes de recherche internationaux et des universités.

Faciliter l'accès aux marchés

La CNUCED, avec deux autres organisations faisant partie de l'Équipe spéciale internationale sur l'harmonisation et l'équivalence des normes dans l'agriculture biologique, a publié un quatrième volume d'études sur la réduction des obstacles techniques aux exportations par les pays en développement de produits issus de l'agriculture biologique. En outre, l'Équipe spéciale a développé deux outils concrets pour promouvoir le commerce de ces produits: un système «Equitool» pour aider à déterminer si les normes applicables aux produits alimentaires issus de l'agriculture biologique dans une région sont équivalentes aux normes d'une autre région, et un ensemble minimum de prescriptions à l'intention des organismes de certification de ces produits. Les normes de l'Union européenne (UE), par exemple, sont souvent différentes de la norme pour l'agriculture biologique en Afrique de l'Est adoptée récemment, ce qui signifie que l'exportateur doit produire en se conformant aux normes de l'UE. Mais dans bien des cas, cela peut soulever des difficultés. Par exemple, il existera un règlement exigeant que les abris pour les animaux soient construits dans des matériaux qui ne sont pas à la disposition des agriculteurs africains. Le système Equitool, qui a commencé à être mis en œuvre concrètement à la fin de 2008, permettra de déterminer si les autres moyens utilisés sont acceptables.

La prolifération des obstacles non tarifaires, par exemple des normes techniques difficiles à respecter ou des règlements sanitaires complexes et rigoureux, s'est poursuivie en 2008. La CNUCED s'est employée dans le cadre d'une équipe d'appui multipartite à identifier, répertorier et surveiller les mesures de cette nature, et à fournir des conseils aux pays en développement pour les aider à se conformer à ces prescriptions et à mettre



à profit les avantages compétitifs qu'elles procurent parfois. Elle a aussi publié durant l'année trois études régionales – couvrant l'Asie de l'Est, l'Afrique orientale et australe et l'Amérique centrale et du Sud – sur les effets des obstacles non tarifaires instaurés volontairement par le secteur privé sur les exportations horticoles.

Grâce à l'Initiative Biotrade de la CNUCED, les producteurs sud-africains sont parvenus, après quatre années d'efforts, à obtenir l'autorisation de l'UE pour exporter vers les pays communautaires de la pulpe de fruits de baobab riche en nutriments. Cette autorisation, délivrée conformément au règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments, a instantanément créé pour la pulpe de baobab un marché estimé à 500 millions de dollars, et les producteurs africains ont déjà vu leurs revenus augmenter. Généralement parlant, l'Initiative Biotrade cherche à créer des marchés d'exportation pour des produits cultivés en ménageant l'environnement, afin d'améliorer le revenu local et d'encourager la protection de la biodiversité.

Faciliter l'accès à l'OMC

La CNUCED a aidé en 2008 19 pays en développement engagés dans le processus complexe d'accès à l'OMC, ou dans le processus tout aussi complexe après l'accès pour se mettre en conformité avec les règles de l'OMC. Parmi ces pays figuraient la République islamique d'Iran, l'Algérie, l'Afghanistan, l'Iraq et la Bosnie-Herzégovine, et parmi les PMA le Soudan, l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao et le Yémen. L'objectif est de prendre en compte les besoins de développement des pays bénéficiaires afin de leur permettre d'accéder à l'OMC à des conditions compatibles avec leur niveau de développement, ainsi que leur capacité de respecter les obligations imposées aux membres de l'OMC.

Promouvoir le commerce des produits des industries créatives

La manifestation «L'Afrique créative», tenue à l'occasion de la douzième session de la Conférence en avril 2008, a marqué le début d'une stratégie à long terme pour aider le continent à mieux mettre à profit économiquement ses talents créatifs et son patrimoine culturel. Le premier Creative Economy Report établi par l'organisation montrait que le commerce international des produits de l'économie créative était passé de 235 milliards de dollars en 1996 à 445 milliards de dollars en 2005, reflétant tout le potentiel du secteur. La CNUCED a aussi créé une banque de données mondiale qui répertorie 235 catégories de produits – création artistique, musique, artisanat, vidéo et patrimoine culturel – ainsi que les principaux importateurs et exportateurs de ces biens. Cette base de données a pour objet d'aider les artistes à trouver des marchés pour leurs créations et d'aider aussi les gouvernements à prendre les bonnes décisions pour promouvoir le commerce des produits de l'économie créative.







3

**MOBILISER LES
CAPACITÉS
PRODUCTIVES GRÂCE
À L'INVESTISSEMENT
ET AU DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES**



L'IED mondial, après son envolée ces quatre dernières années, a commencé à se contracter en 2008 – chutant de plus de 20 % par rapport à son niveau record de 1,8 billion de dollars en 2007. Les pays développés ont été les plus touchés, avec une chute de plus de 30 % des flux d'IED. Les pays en développement ont pu, quant à eux, enregistrer une modeste progression

de 3,6 % sur l'année, en partie parce que selon les experts de la CNUCED les effets de la crise financière ne se faisaient pas encore pleinement ressentir. Mais ces experts ont averti qu'en 2009, les pays en développement ne seraient pas préservés de la contraction générale de l'investissement, ce carburant vital de la croissance économique.

Rapport sur l'investissement dans le monde 2008

Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2008 de la CNUCED, publié en septembre, et le premier Forum mondial de l'investissement parrainé par l'organisation, tenu juste avant la douzième session de la Conférence en avril, ont souligné que la crise risquait de peser sur le développement et ont par conséquent insisté sur les moyens de diriger davantage d'investissements vers les infrastructures, l'agriculture et le secteur manufacturier dans les pays pauvres, en particulier en Afrique.

Sous-titré «Les sociétés transnationales et le défi des infrastructures», le Rapport sur l'investissement dans le monde 2008 fait valoir que des améliorations des routes, des ports et de l'approvisionnement en électricité sont tellement nécessaires pour permettre aux pays pauvres d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux que cela justifie de rechercher plus activement des sources de financement privées, puisque les fonds publics et l'aide étrangère sont souvent insuffisants. Le rapport fait le bilan des investissements des sociétés d'infrastructure dans l'ensemble du monde et dans les pays en développement, et montre comment des entreprises de pays en développement sont deve-

nues d'importants investisseurs dans certaines industries d'infrastructure. Il met aussi en relief les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement qui cherchent à se tourner vers des sociétés transnationales (STN) pour parvenir à améliorer par exemple leurs réseaux de transport ou d'approvisionnement en eau ou en électricité, et souligne la nécessité d'un cadre de bonne gouvernance, d'une planification régionale renforcée et d'un soutien actif des pays par leurs partenaires de développement. Selon le Secrétaire général de la CNUCED, les investissements dans les infrastructures «faisaient partie du programme de développement inachevé: pour preuves, les coupures d'électricité quotidiennes qui paralysent la croissance économique en Afrique et l'impossibilité pour des millions de personnes en Afrique et en Asie d'avoir accès à une eau propre à la consommation. Les investissements des STN ... pouvaient donc aider à réaliser certains objectifs de développement urgents.».

Pour obtenir une copie du Rapport sur l'investissement dans le monde: www.unctad.org/wir.



Une table ronde au Forum mondial de l'investissement, 19-22 avril 2008, Accra, Ghana



Les participants à un cours de formation sur la gestion des différends en matière d'investissement organisé pour les pays d'Amérique latine au Costa Rica, du 17 au 26 novembre 2008

Comment dynamiser et mieux mettre à profit l'investissement et la création d'entreprises

Forum mondial de l'investissement

Le premier Forum mondial de l'investissement (19-22 avril, Accra, Ghana) a examiné le rôle de l'IED dans le développement économique et l'amélioration possible des méthodes de promotion de l'investissement. Plusieurs événements ont constitué ce forum, dont deux sessions au sommet: un débat mondial de haut niveau sur l'investissement et la réunion du Conseil consultatif pour l'investissement, réunissant des chefs d'État et des dirigeants d'entreprises. Le débat mondial s'est concentré sur les mesures à prendre pour que l'IED puisse bénéficier aux plus pauvres dans la nouvelle dynamique générale de l'investissement.

Le Conseil consultatif s'est intéressé aux défis nouveaux liés au couple investissement-développement. Trois réunions interactives de partenaires de l'investissement, trois réunions de prise de contacts professionnels et quatre ateliers de renforcement des capacités en matière de promotion de l'investissement ont aussi été organisés. Conçu selon une approche multipartite, le Forum a attiré 650 participants, y compris des responsables politiques de haut niveau, des spécialistes de la promotion de l'investissement et des dirigeants d'entreprises. L'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Benjamin Mkapa, a déclaré ceci: «Le développement sans l'investissement est impossible. Je salue l'organisation du Forum mondial de l'investissement.».

Améliorer le climat des investissements

Il a été procédé à l'examen de la politique d'investissement (EPI) de la République dominicaine, de la Mauritanie, du Nigéria et du Viet Nam. Ces EPI sont des

analyses objectives montrant comment les mécanismes juridique, réglementaire et institutionnel nationaux attirent, ou repoussent, l'IED. À ce jour, la CNUCED a effectué des EPI pour 24 pays qui les ont demandés, y compris 9 PMA. Les recommandations contenues dans ces études sont jugées très utiles, et 23 autres pays ont demandé à faire l'objet d'un examen. Le suivi est important aussi. Au cours de l'année, la CNUCED a aidé le Bénin, la Colombie, l'Éthiopie, le Ghana, le Maroc, le Rwanda, la République dominicaine et la Zambie à mettre en œuvre les réformes recommandées dans les EPI effectuées. Parmi les mesures prises par la Zambie, on peut mentionner la création de l'Agence zambienne de développement et de la Commission zambienne du commerce international, ainsi que l'organisation d'un forum de l'investissement zambien à l'intention des entreprises pharmaceutiques et des entreprises de TIC asiatiques. Au Maroc, l'assistance fournie par la CNUCED a permis de codifier les lois relatives à l'investissement et de préparer un guide de l'investissement. Vu la complexité du régime international de l'investissement, avec plus de 5 800 accords internationaux d'investissement (AII) différents, il est de plus en plus difficile pour les pays en développement d'utiliser ces accords de manière efficace pour leur développement. En 2008, le programme a reçu un nombre record de demandes d'assistance à ce sujet, et quelque 1 100 fonctionnaires nationaux ont reçu une formation dans divers domaines liés aux AII. Les formations déjà dispensées avaient permis d'améliorer considérablement les capacités de négociation, avec pour résultat des accords plus satisfaisants pour toutes les parties. Grâce à cette formation, les réglementations en matière d'investissement des pays gagnent en prévisibilité, en stabilité et en transparence. Le programme de la CNUCED sur les AII est le dispositif central du système des Nations Unies pour toutes les



Vingt et un représentants des agences de promotion de l'investissement de 17 pays ont participé à un voyage d'étude en Suède pour échanger des meilleures pratiques et des expériences en matière de promotion et de facilitation de l'investissement. Ce voyage d'étude a été organisé par la CNUCED en partenariat avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) et l'Agence pour l'investissement en Suède.

questions se rapportant à ces accords, et il permet de faire mieux comprendre tous les aspects des AII, y compris leur composante développement.

Dans le cadre des activités de promotion de l'investissement, il a été fourni un appui institutionnel et des conseils aux pays suivants: El Salvador, Éthiopie, Honduras, Kenya, Maurice, Palestine, République démocratique populaire lao et Zambie. Des ateliers régionaux et interrégionaux sur la promotion de l'investissement ont été organisés au Brésil, au Ghana, dans la République bolivarienne du Venezuela et à Trinité-et-Tobago, en coopération avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA). Une inquiétude était exprimée de façon récurrente: comment les pays en développement pouvaient-ils continuer à attirer, voire à accroître l'investissement étranger alors que la récession économique mondiale prenait de l'ampleur? L'attention s'est donc portée non plus exclusivement sur les stratégies de promotion de l'investissement, mais aussi sur les pratiques et les techniques propres à faciliter les investissements des entreprises étrangères et sur le «suivi» des investisseurs pour permettre aux pays hôtes de retenir l'investissement, d'encourager le réinvestissement et éventuellement de diriger ces flux vers des secteurs souvent négligés, comme les zones de conflit. En plus des ateliers mentionnés, 38 praticiens de la promotion de l'investissement venus de 19 pays en développement ont participé à quatre voyages d'étude organisés par la CNUCED en Malaisie, aux Pays-Bas, en Suède et en Tunisie, pour y observer des exemples récents de bonnes pratiques pour promouvoir l'investissement.

Améliorer les capacités pour la collecte des données

L'absence de statistiques nationales sur l'IED empêche les autorités dans les pays en développement de

prendre des décisions en connaissance de cause sur les moyens d'attirer et d'utiliser avec efficacité l'IED, et les rend moins bien à même de juger dans quelle mesure les stratégies actuellement appliquées sont valables. C'est pourquoi, la CNUCED a organisé en 2008 des ateliers sur la collecte, l'amélioration et l'harmonisation des statistiques sur l'IED en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, dans la République dominicaine, dans la République islamique d'Iran, au Rwanda et en Zambie et pour deux groupes régionaux – le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ces ateliers couvraient aussi la collecte d'informations détaillées et actualisées sur les activités d'investissement des STN dans les pays. En outre, la CNUCED a élaboré une méthodologie en vue d'une enquête statistique commune pour la région du COMESA et elle a lancé, à la douzième session de la Conférence, sa publication *World Investment Directory: Africa*, pour aider les pays du continent africain à produire et à partager des données fiables sur l'IED et les activités des STN. La CNUCED gère en outre un site Web sur les statistiques relatives à l'IED qui contient des profils sur 142 pays, des fiches factuelles sur l'investissement pour 187 pays et des fiches récapitulatives sur 78 pays (www.unctad.org/FDIstatistics).

Une réflexion nouvelle sur l'investissement

La CNUCED a effectué en 2008 des études sur la question de l'effet de l'IED sur le tourisme dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal, le Ghana et le Mali. Les conclusions seront présentées en 2009. Les études réalisées dans deux premières étapes du projet – pour le Bhoutan, le Népal, la République dominicaine, Sri Lanka, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, la Tunisie, le Maroc, le Botswana, l'Ouganda et Maurice – ont montré que, dans la plupart des pays, l'IED ou la



présence de STN dans le secteur du tourisme étaient beaucoup moins systématiques qu'on ne le supposait. En outre, l'IED avait des effets très variables selon le contexte: dans les pays où l'activité du tourisme était relativement nouvelle, ou bien où l'IED n'avait pénétré que récemment, l'apport de capitaux étrangers ou d'un savoir-faire international en matière de gestion pouvait être déterminant pour assurer la compétitivité du secteur du tourisme local, ainsi que pour établir des liens avec les autres secteurs économiques du pays. Mais dans les pays qui recevaient des investissements étrangers directs depuis longtemps et/ou dans lesquels le secteur du tourisme était bien établi depuis longtemps, l'investissement étranger offrait comparativement à l'investissement intérieur des avantages moins évidents.

La CNUCED a publié en 2008 trois numéros de sa série de publications *Investment Advisory Series*. Le volume *Aftercare: a Core Function of Investment Promotion* a été réimprimé, et deux nouvelles études ont été publiées: *Investment Promotion Agencies as Policy Advocates* et *Evaluating Investment Promotion Agencies*. Ces publications sont conçues comme des «outils» pour les organismes de promotion de l'investissement établis récemment dans de nombreux pays en développement, auxquels elles apportent des conseils pratiques sur les moyens de mettre en place ces organismes, de les faire fonctionner de manière efficace et de faire en sorte que les investisseurs qui apportent des fonds aux pays en développement soient encouragés à continuer à y investir.

Conformément au mandat d'Accra et à l'appel lancé au Sommet du G-8 à Heiligendamm, la CNUCED s'est engagée dans un nouveau programme de travail sur les meilleures pratiques en matière de politiques d'investissement. Ce programme de travail prévoit des études de cas par pays en vue d'élaborer des outils pratiques dans un certain nombre de domaines stratégiques et

thématiques, où une politique judicieuse en matière d'IED peut contribuer de manière critique à des résultats positifs en termes de développement. Les études de cas effectuées portaient notamment sur les thèmes suivants: «Comment attirer et mettre à profit l'IED dans les petites économies», «Comment utiliser l'IED pour améliorer les infrastructures: le cas de l'électricité» et «Comment utiliser l'IED pour améliorer les infrastructures: le cas des routes».

Développer le secteur des petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont un ressort vital de l'économie; elles ont montré qu'elles étaient des moteurs de la croissance industrielle dans deux pays d'Asie en expansion rapide, l'Inde et la Chine. Les petites entreprises représentaient plus de la moitié de la production industrielle et entre 30 et 40 % des exportations en Inde et 65 % des exportations en Chine. En Afrique, les PME représentent plus de la moitié des emplois dans le secteur structuré. Durant la période de trois ans qui s'est achevée en 2008, plus de 700 PME ont été fondées par des diplômés des 19 centres Empretec de la CNUCED dans le monde, qui enseignent l'entrepreneuriat et l'art de commercialiser des idées nouvelles et d'attirer des capitaux pour créer et développer de petites entreprises. Sous la direction de diplômés du programme Empretec, quelque 2 800 entreprises existantes ont aussi été développées durant cette période, avec la création de plus de 7 000 nouveaux emplois. En outre, la CNUCED a entrepris en 2008 des activités nouvelles pour approfondir les liens entre les PME de pays en développement et les STN dont elles sont souvent les fournisseurs. L'apport de technologies et de savoir-faire ainsi induit peut dynamiser la croissance et favoriser la création d'emplois dans les petites entreprises.





4

APPORTER DES RÉPONSES AUX PROBLÈMES DES PAUVRES ET DES DÉFAVORISÉS



La CNUCED se préoccupe particulièrement du développement des PMA, de l'Afrique, des pays en développement sans littoral, des petits pays en développement insulaires et des territoires palestiniens occupés.

En ce qui concerne les PMA et les pays africains fortement dépendants de produits de base, la CNUCED leur recommande – comme elle l'a toujours fait – de trouver des moyens de diversifier leur économie. Nous avons préconisé, pour cela, une aide plus spécifiquement destinée aux PMA pour que ceux-ci puissent développer leurs capacités de produire autre chose, en particulier des produits manufacturés. Il ressort de nos recherches que les fluctuations des prix des produits alimentaires sont un important signal d'alarme indiquant que la productivité agricole dans les pays pauvres n'a pas mobilisé l'attention et les ressources financières voulues pendant plus de deux décennies. Cette productivité, parce qu'elle est indispensable pour la croissance économique – voire pour la survie – doit être améliorée.

Selon le rapport *Le développement économique en Afrique 2008*, la part de l'Afrique dans le commerce mondial des produits agricoles en 2006 (3,2 %) était inférieure à son niveau de 1985 (5,4 %). En outre, en volume les exportations n'ont progressé que de 5,8 % par an au cours de la période 1995-2006, c'est-à-dire à un rythme inférieur à la moyenne mondiale et plus lent que dans toutes les autres régions du monde. Le rapport attribue ces résultats à l'exportation modestes aux contraintes d'ordre structurel, institutionnel et socio-

économique qui empêchent les pays africains de répondre par l'offre aux nouvelles opportunités induites par la libéralisation du commerce, ainsi qu'à l'absence de politiques prévoyant des mesures propres à remédier à ces problèmes.

Selon le rapport, le moment est venu pour les pays africains de se tourner vers des politiques qui leur permettent de surmonter ces obstacles et de renforcer leurs résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce. Pour venir à bout des obstacles d'ordre structurel, institutionnel et socioéconomique qui pèsent sur les résultats à l'exportation, il faut des politiques sectorielles spécifiques visant non seulement à accroître les exportations mais aussi à améliorer les capacités productives et la productivité.

Dans le rapport *Le développement économique en Afrique 2008*, il était recommandé aux gouvernements d'envisager des mesures d'incitation fiscales pour attirer les investissements vers l'agriculture et vers le secteur manufacturier. Il était recommandé aussi d'importants apports d'aide pour la mise à niveau technologique, en particulier dans le secteur agricole. Par ailleurs, les pays africains devraient envisager de rétablir des services supprimés pendant la vague de libéralisation, par exemple le subventionnement des intrants pour l'agriculture et pour l'industrie, et d'améliorer l'accès au crédit dans le cadre de réformes plus vastes de l'agriculture.

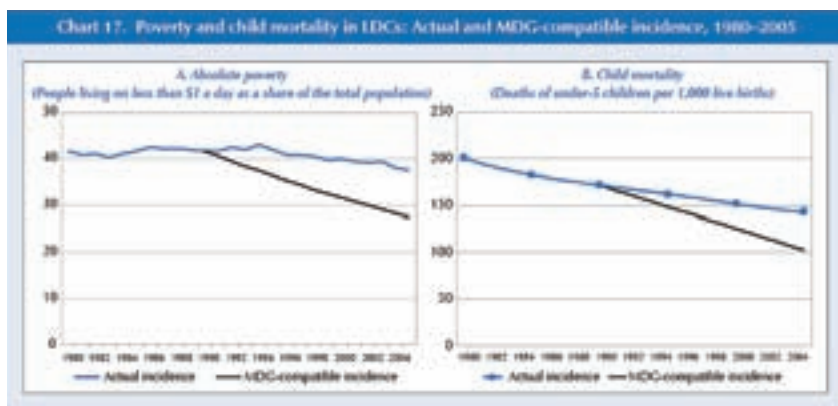
*Pour obtenir une copie du rapport *Le développement économique en Afrique*: www.unctad.org/africa.*

Source:

Estimations et projections du secrétariat de la CNUCED d'après des données de Karshenas (2008) et de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Les données sur la pauvreté concernent l'échantillon de PMA indiqué dans le tableau 4. Les données sur la mortalité infantile correspondent à la moyenne non pondérée pour l'ensemble des PMA.

Note:

L'incidence compatible avec les OMD indique l'évolution que devrait afficher l'incidence de la pauvreté et de la mortalité infantile pour que les PMA atteignent les OMD correspondants d'ici à 2015.



Des progrès difficiles vers les objectifs du Millénaire pour le développement

Selon le Rapport 2008 sur les pays les moins avancés, si les tendances récentes se maintiennent un certain nombre de PMA ne parviendront pas aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par l'ONU à l'échéance de 2015. Selon les conclusions du rapport, en 2008:

- Moins de 15 % des PMA étaient en bonne voie pour parvenir à l'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015;
- Seulement 20 % des PMA étaient en bonne voie pour réduire de moitié la mortalité des enfants de moins de 5 ans;
- Pour ce qui est de l'objectif prévoyant la réduction de

moitié de la proportion des personnes souffrant de la faim, «un quart des PMA non seulement sont incapables de l'atteindre mais sont en état de régression ou de stagnation».

Lors d'une réunion au sommet sur les OMD tenue le 25 septembre 2008 au Siège de l'ONU à New York, la CNUCED a recommandé qu'à l'avenir on privilégie davantage, dans les efforts entrepris pour la réalisation des OMD, le principe d'une croissance économique globale dans les pays pauvres. En effet, ce type d'action était plus efficace pour réduire la pauvreté que les programmes publics axés de manière trop étroite sur des OMD spécifiques.

Apporter des réponses aux problèmes des pauvres et des défavorisés

Appliquer les recommandations des Rapports sur les pays les moins avancés

Un atelier sur les capacités productives, la croissance économique et la réduction de la pauvreté a été organisé pour les PMA d'Asie à Phnom Penh (Cambodge) en octobre, afin d'examiner et d'affiner les conclusions des récents Rapports sur les pays les moins avancés. Il ressortait de ces rapports que les gouvernements des PMA devraient s'attacher à créer davantage d'emplois non agricoles et à réduire leur dépendance vis-à-vis des exportations de produits agricoles. Lors de l'atelier, des participants venus du Cambodge, du Bangladesh et de la République

démocratique populaire lao ont dit que l'une des tactiques pour aider les pays à s'autonomiser consistait pour les gouvernements à choisir avec soin les nouveaux secteurs économiques à encourager pour lesquels il y avait un avantage compétitif ou un avantage local potentiel. L'industrie du vêtement dans les PMA d'Asie avait été un succès parce que les salaires relatifs y étaient bas, et le Cambodge, par exemple, avait trouvé un marché de niche avec la soie. Tout en admettant que l'industrie manufacturière était importante, les pays participants ont dit aussi qu'il était indispensable de développer les technologies et les recherches au service de l'agriculture. Des ateliers de même nature ont été organisés pendant l'année à Addis-Abeba (Éthiopie) et à Dakar (Sénégal).



Atelier régional de la CNUCED sur les capacités productives, la croissance économique et la réduction de la pauvreté pour les PMA d'Asie, Phnom Penh (Cambodge), 28-30 octobre 2008.



Les participants à une activité de groupe durant le premier atelier régional du programme SYGADE sur l'analyse du portefeuille de la dette tenu à Amman (Jordanie) du 9 au 13 novembre 2008. Les participants à l'atelier comprenaient des responsables de la gestion de la dette venant du Liban, de la République arabe syrienne, du Soudan et du Yémen.

Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA

Dans le contexte de l'initiative sur le Cadre intégré, la CNUCED a continué en 2008 à aider les PMA en fournissant des services de conseil et en réalisant des projets liés au commerce – aux niveaux non seulement national mais aussi régional. En juin 2008, dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la matrice d'action découlant des études diagnostiques sur l'intégration du commerce au Rwanda, la CNUCED a organisé un atelier sur le développement du commerce et des capacités productives, en particulier pour l'horticulture, les produits d'artisanat et les articles en cuir. L'objectif de l'atelier était de valider les conclusions et les recommandations de deux études établies par l'intermédiaire de la CNUCED à la demande du Gouvernement rwandais. Deux spécialistes internationaux des trois secteurs concernés ont préparé des études pour l'atelier et ont participé à celui-ci. Les discussions ont abouti à des recommandations de politique concrètes pour surmonter les obstacles identifiés et exploiter les possibilités offertes dans les trois secteurs. Le Gouvernement a entrepris d'établir un mécanisme de suivi au niveau local pour veiller à ce que les recommandations soient appliquées.

Aider les pays pour la gestion de la dette

La CNUCED a fourni un appui technique à six PMA africains engagés dans des négociations sur le rééchelonnement et la restructuration de leur dette dans le cadre du «Club de Paris»: Congo, Djibouti, Gambie, Guinée, Libéria et Togo. Ces sessions, auxquelles ont

participé des fonctionnaires des différents pays, ont permis d'examiner a) les scénarios les plus probables pour rééchelonner les remboursements de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ); b) ce qui pouvait être attendu durant les négociations concernant les PPTÉ; c) les pourcentages de réduction de la dette qui pouvaient être espérés; et d) les questions qui seraient probablement posées par les spécialistes financiers des pays créditeurs.

La gestion efficace de la dette est un élément intrinsèque d'une bonne gestion des finances publiques et de la bonne gouvernance en général. La gestion de la dette demeure toutefois problématique pour la plupart des pays en développement, souvent dépourvus des capacités institutionnelles, humaines et techniques requises pour gérer les ressources et la dette publiques avec efficacité. Dans le cadre de son programme SYGADE (Système de gestion et d'analyse de la dette), la CNUCED a continué en 2008 à aider les pays à se doter de ces capacités. Au cours de l'année, la dernière version du logiciel SYGADE a été installée dans sept pays et institutions, améliorant ainsi leur capacité à gérer le portefeuille de la dette. Depuis ses débuts, le programme a fourni une assistance technique à 66 pays; en décembre 2008, il couvrait la gestion d'environ 30 % de la dette mondiale.

Appui au peuple palestinien

Pour aider à revitaliser l'économie du territoire palestinien occupé, la CNUCED a commencé à travailler avec l'Autorité palestinienne à la troisième phase d'un projet – dénommé en arabe Tawasol – pour moderniser



Des camions sur les routes de Kaboul.

et renforcer les opérations douanières palestiniennes. Elle a aussi mené à bien ses activités d'assistance technique pour le Conseil des chargeurs palestiniens établi en 2006, qui fonctionne aujourd'hui activement avec plus de 350 membres. La mission du Conseil est d'aider les chargeurs à trouver des solutions à leurs problèmes et d'améliorer leurs capacités pour importer et pour exporter. Il a un réseau de plus en plus vaste de partenaires nationaux et régionaux.

La CNUCED a conçu une stratégie de «suivi» pour les investisseurs – nationaux et étrangers – actifs dans le territoire palestinien occupé. Cette stratégie préconisait entre autres des «groupements» entre les entreprises locales. Les fabricants de meubles, par exemple, pourraient mieux utiliser les investissements et assurer une rentabilité meilleure aux investisseurs s'ils pouvaient négocier collectivement les prix avec les fournisseurs et les transporteurs, et la technologie apportée pourrait être partagée de manière plus efficace. En outre, ce principe de «productivité collective» pourrait être appliqué pour mieux suivre les intérêts des investisseurs et aussi les tendances sur le territoire palestinien qui étaient importantes pour les investisseurs.

Apporter des réponses aux problèmes spécifiques des pays en développement sans littoral et des petits pays en développement insulaires

La CNUCED a coparrainé l'organisation, le 1^{er} octobre 2008, d'un forum d'investissement de haut niveau sur les difficultés spéciales des pays en développement sans littoral pour attirer l'IED. L'une des conclusions a été que ces pays, en coopération avec les pays voisins,

devraient se concentrer sur l'amélioration des infrastructures de transit, se spécialiser dans la production et le commerce de produits sur lesquels les distances et les coûts de transport pesaient moins, et renforcer les relations économiques et la coopération économique régionales.

La CNUCED a fourni à l'Afghanistan une importante assistance technique, notamment pour élaborer un accord révisé de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan et pour établir le secrétariat du Comité afghan pour la facilitation du commerce récemment créé. En outre, l'organisation a exécuté une série d'activités de formation pour les fonctionnaires afghans impliqués dans les négociations complexes en vue de l'accession du pays à l'OMC. La CNUCED a également lancé le premier module d'un cours de formation à l'intention des transitaires afghans, en coopération avec la Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés.

Les petits pays en développement insulaires rencontrent souvent des difficultés dues à leur éloignement des principaux marchés et à leurs terres et à leurs ressources insuffisantes. La CNUCED a participé en 2008 à plusieurs programmes pour aider le Cap-Vert, petit pays en développement insulaire qui est sorti de la catégorie des PMA en 2007 et qui est devenu membre de l'OMC en 2008. Des activités conjointes ont notamment été entreprises avec le Gouvernement pour voir comment le Cap-Vert pouvait diversifier son économie, et la possibilité d'activités nouvelles, par exemple des services de traitement pour les entreprises ou des services financiers offshore, a été étudiée.





5

MODERNISER L'ÉCONOMIE





Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon (au centre), applaudit le Ministre iraquien de la science et de la technologie, M. Raid J. Fahmi (à gauche), et le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi (à droite), qui se serrent la main après la signature d'un mémorandum d'accord entre la CNUCED et l'Iraq à l'Office des Nations Unies à Genève, le 1er septembre 2008.

La technologie et les moyens modernes pour les affaires et le commerce peuvent être d'une aide énorme pour les pays en développement ... mais aussi un important obstacle. La croissance explosive de l'utilisation du téléphone portable montre bien les avantages qui peuvent en être tirés – les réseaux mobiles ont ainsi permis à de nombreux pays de s'épargner un processus long et coûteux pour connecter les populations et les territoires (souvent en terrain difficile) à des réseaux fixes. Une grande partie des activités de la CNUCED concernant la technologie en général et les technologies de l'information et de la communication en particulier visaient donc à pallier cette fracture technologique.

En 2008, la CNUCED a aussi été très active pour un autre aspect de la connectivité – la logistique commerciale. Elle a ainsi coopéré avec les pays pour les aider à se doter de ports, de réseaux routiers et ferrés et de systèmes douaniers plus modernes et plus efficaces, car de meilleures infrastructures comme celles-là peuvent dynamiser le commerce, réduire les coûts et accélérer le progrès économique. Quand la crise économique mondiale s'est aggravée en fin d'année, une crainte majeure était que les pays en développement viennent à manquer d'une aide publique et d'investissements accrus pour améliorer leurs infrastructures précisément au moment où ils en avaient le plus besoin.

Activités en faveur de la modernisation économique en 2008

Dynamiser la croissance grâce à la science, à la technologie et à l'innovation

Le 1^{er} septembre 2008, la CNUCED a signé un accord en vue de l'examen des politiques de l'Iraq concernant la science, la technologie et l'innovation. Alors qu'auparavant l'Iraq se distinguait au plan régional dans les

domaines de la science et de la technologie, selon des estimations aujourd'hui près de 80 % des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche du pays ne sont plus que partiellement opérationnels. Un des principaux objectifs de l'examen sera d'aider l'Iraq à prendre des mesures efficaces pour reconstruire son économie.

En 2008 aussi, le résultat de l'examen des politiques de l'Angola concernant la science, la technologie et l'innovation a été publié. Il exhortait le Gouvernement à s'attacher en priorité absolue à élargir l'assise économique du pays, actuellement lourdement tributaire des ressources naturelles, et à reconstruire et à moderniser les infrastructures qui avaient souffert de la longue guerre civile dans le pays. Cet examen des politiques de l'Angola était le neuvième des examens de ce type effectués par la CNUCED, qui aidaient les pays bénéficiaires à se doter de stratégies prévoyant des systèmes nationaux d'innovation appropriés et à tirer le meilleur parti des retombées bénéfiques de la science et de la technologie pour le développement.

Au Népal, la CNUCED a aidé à mettre en place un système pour évaluer dans quelle mesure la population utilisait les technologies de l'information et des télécommunications. Des statistiques sur les TIC sont nécessaires pour aider les gouvernements à prendre les bonnes décisions pour développer l'accès à l'Internet et améliorer les autres systèmes de communication. La CNUCED a aidé de même la Tunisie à mettre au point un système statistique pour analyser l'utilisation des TIC par les entreprises du pays, et elle a organisé une formation sur la production de statistiques sur l'économie de l'information pour la région de l'Asie et du Pacifique, qui a réuni 24 participants venus de 16 pays de la région.



Étude sur les transports maritimes 2008

L'évolution du fret maritime a reflété la chute brutale du baromètre financier international au fur et à mesure que l'année avançait. Selon l'Étude sur les transports maritimes 2008 de la CNUCED, en 2007 le volume du fret maritime avait atteint le chiffre record de 8 milliards de tonnes, essentiellement tiré par les pays émergents et les pays en transition qui intensifiaient leurs exportations pour répondre à la demande mondiale. Les coûts de fret pour le vrac sec étaient eux aussi à un niveau record, de même que la demande de nouveaux navires: 10 053 unités avaient été commandées pour 2008, soit un tonnage équivalant à 44 % de la flotte mondiale existante. Mais au troisième trimestre

de l'année, certaines de ces commandes étaient annulées, et le Baltic Dry Index – qui mesure les prix du fret pour divers vracs secs comme le minerai de fer, les céréales et le charbon – a accusé un recul de 13 fois sa valeur entre mai et début novembre, chutant de 11 798 points (un record absolu) à 891 points. Cela indiquait clairement que la crise financière s'était étendue au commerce international et que des temps difficiles s'annonçaient pour les pays en développement, en particulier ceux qui étaient tributaires de la commercialisation de produits de base.

Pour en savoir plus sur l'Étude sur les transports maritimes: www.unctac.org/rmt.

Renforcer le développement des entreprises

Dans le cadre du programme de la CNUCED pour les relations interentreprises, il a été mené à bien en Ouganda une étude pilote qui a montré que souvent la formation et les conseils assurés par des sociétés transnationales permettaient d'améliorer les compétences et la production de PME de pays en développement dans une mesure telle que celles-ci doubleraient leurs effectifs et accroissaient de 25 % leur efficacité productive. Au Brésil, une enquête sur 27 PME qui étaient les fournisseurs de trois grandes sociétés transnationales (Philips, Gerdau Ameristeel and Alcoa) a montré que les petites entreprises avaient amélioré de façon importante la qualité de leurs produits et leurs compétences de gestion en général à l'issue d'une formation technique de dix mois pour éliminer les «faiblesses» identifiées par les STN partenaires.



David Kissa, Directeur de l'association Kacofa en Ouganda et partenaire de la CNUCED, d'Enterprise Uganda et d'Uganda Breweries pour le programme de relations interentreprises.

L'objectif du programme de relations interentreprises est de faire accéder aux connaissances et aux technologies les petites entreprises des pays en développement.



Le port très actif de Port-au-Prince à Haïti.



Des fonctionnaires des douanes à Haïti lors d'une session de formation au système SYDONIA.

Renforcer la connectivité et la compétitivité commerciale

Plus de 115 sessions de formation aux niveaux national et régional ont été organisées dans le cadre du programme SYDONIA (Système douanier automatisé) de la CNUCED pour l'utilisation des technologies de l'information pour rendre les opérations douanières plus rapides et plus efficaces. Au fil des années, le système SYDONIA, le plus important programme de coopération technique de la CNUCED, a été installé – ou développé pour le nombre de sites opérationnels – aux Comores, en Érythrée, en République démocratique du Congo, aux Seychelles et au Swaziland. Le système SYDONIA est aujourd'hui utilisé par plus de 90 pays. Dans certains cas, il a permis de ramener la durée du dédouanement de trois jours à quelques heures. Il permet aussi d'augmenter les recettes douanières en limitant les problèmes de paperasserie et les risques de corruption.

Un vaste projet SYDONIA lancé en 2006 dans la province du Katanga en République démocratique du Congo a permis de moderniser les locaux des douanes, d'installer des systèmes de communication, de mettre en place le système SYDONIA++ et de former 400 fonctionnaires des douanes et une centaine d'autres acteurs, y compris des commissionnaires en douane et des agents de fret, des importateurs et des exportateurs et du personnel bancaire. Tout cela a permis de percevoir en 2008 45 millions de dollars de recettes douanières supplémentaires dans la province. À Haïti, l'administration douanière de Port-au-Prince a perçu en décembre 2008 5 millions de dollars de recettes supplémentaires par rapport au même mois de l'année précédente. Ce résultat spectaculaire a pu être

obtenu grâce aux efforts conjoints de l'administration douanière et de partenaires internationaux comme la CNUCED pour établir des mécanismes de bonne gouvernance, développer le savoir-faire en matière de TIC et mettre en place un système douanier automatisé.

Quinze responsables de l'administration portuaire venus du Ghana, d'Indonésie, de la Malaisie, des Maldives et de la République Unie de Tanzanie, ont suivi à Dublin (Irlande) une formation de trois semaines organisée par la CNUCED sur la gestion portuaire moderne. L'atelier – organisé dans le cadre du projet TrainForTrade en coopération avec la Dublin Port Company et financé par le programme Irish Aid – était le premier d'une série qui permettra à des responsables de l'administration portuaire de pays en développement anglophones de former eux mêmes des agents d'encadrement dans leur propre pays. Vingt agents d'encadrement de l'autorité du port de Cotonou (Bénin) ont participé au cycle 2007-2008 de la version pour les francophones du programme de formation portuaire TrainForTrade de la CNUCED. Le programme est aussi prévu pour les pays en développement lusophones. En 2008, il a été organisé au total 21 ateliers TrainForTrade auxquels ont participé 609 agents commerciaux venus de 39 pays en développement, dont 17 PMA. Parmi ces participants, 291 ont suivi, depuis des sites dans le monde entier, des formations à distance dans le cadre du programme TrainForTrade.

Un autre programme TrainForTrade a été conçu à l'intention des fonctionnaires chargés des questions commerciales dans certaines provinces de la République démocratique populaire lao. Ce programme d'enseignement à distance a été adapté aux besoins du pays, traduit dans la langue locale et conçu pour



M. Peter Power, T. D., Ministre d'État au Ministère irlandais des affaires étrangères spécialement chargé du programme Irish Aid, avec les participants venus du Ghana, d'Indonésie, de la Malaisie, des Maldives et de la République-Unie de Tanzanie.

tenir compte de difficultés spécifiques telles que problèmes d'approvisionnement en électricité, systèmes de télécommunication limités et accès limité à l'Internet. Des fonctionnaires lao ont été formés pour superviser l'exécution du programme. L'équipe locale du programme TrainForTrade a assuré son premier cours de télé-enseignement du 20 novembre au 19 décembre 2008. Grâce à un appui financier fourni par la France, le programme TrainForTrade permet depuis cinq ans de développer les compétences en matière de formation pour le commerce et l'investissement au Cambodge et dans la République démocratique populaire lao.

Améliorer le climat des affaires à travers la réglementation

Bon nombre de pays en développement reconnaissent que la création d'un cadre juridique est indispensable pour promouvoir le développement des TIC et de l'économie en ligne et pour établir des services d'administration en ligne. En 2008, la CNUCED a continué à appuyer les efforts pour mettre en place des cadres juridiques favorisant le commerce en ligne et les services d'administration en ligne dans la Communauté d'Afrique de l'Est. Elle a préparé un cadre régional pour les cyberlois, qui devrait être approuvé par le Secrétaire général de la Communauté en 2009. La CNUCED a aussi appuyé des activités en Amérique latine en organisant des ateliers de formation et en préparant une étude comparée des cyberlois existantes et des principes à suivre pour leur harmonisation future.

À travers son programme en matière de propriété intellectuelle, la CNUCED a fourni des conseils à la Communauté d'Afrique de l'Est en établissant une étude comparée des dispositions des lois sur les brevets des États membres de la Communauté, et en analysant

ainsi dans quelle mesure les principaux éléments de flexibilité inscrits dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) concernant l'accès aux médicaments avaient été incorporés dans la législation nationale de ces pays. Au niveau des pays, une assistance technique concernant la propriété intellectuelle et le développement a aussi été fournie aux Gouvernements des Maldives, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Thaïlande.

Les pratiques anticoncurrentielles telles que formation d'entente, abus de position dominante ou fusions qui éliminent les entreprises concurrentes peuvent faire obstacle à la croissance de l'économie et du commerce. La CNUCED fournit une assistance à des pays en développement et à des pays en transition concernant la promotion de la concurrence, la préparation d'un droit national de la concurrence, la formation de spécialistes des affaires de concurrence, le développement des institutions et la protection des consommateurs. Un aspect innovant des activités de la CNUCED dans ce domaine est celui des examens collégiaux volontaires du droit et de la politique de la concurrence. En 2008, la CNUCED a effectué un examen collégial des politiques de la concurrence du Costa Rica, le huitième pays à demander cet examen et à en bénéficier. À l'issue de l'examen, il a été recommandé au Costa Rica: a) d'actualiser sa législation pour la mettre en conformité avec les normes internationales prohibant les ententes et les monopoles; b) de rendre son autorité de la concurrence indépendante du Ministère du commerce et de l'industrie; et c) d'augmenter les sanctions financières encourues en cas d'entente, car les pénalités actuellement prévues semblaient insuffisantes pour dissuader de former de telles ententes.



6 ANNEXES



Annex A. UNCTAD publications in 2008

Titre	Cote du document
Développement de l'Afrique	
Le développement économique en Afrique: Résultats à l'exportation et libéralisation du commerce: Quelques tendances et perspectives	UNCTAD/ALDC/AFRICA/2008
Pays les moins avancés	
Handbook on duty-free quota-free and rules of origin	UNCTAD/ALDC/2008/4
Rapport 2008 sur les pays les moins avancés	UNCTAD/LDC/2008
Trade and Development for African LDCs' Prosperity: Actions and Directions	UNCTAD/ALDC/2008/2
L'érosion des préférences commerciales après la Conférence de Hong Kong: De «le commerce vaut mieux que l'aide» à «l'aide pour le commerce»	UNCTAD/LDC/2005/6
Export Competitiveness and Development in LDCs: policies, issues and priorities for least developed countries for action during and beyond UNCTAD XII	UNCTAD/ALDC/2008/1
L'investissement étranger direct dans les pays en développement sans littoral: tendances, politiques et perspectives	UNCTAD/ALDC/2008/3
Macroéconomie et politiques de développement	
Rapport sur le commerce et le développement, 2008	UNCTAD/TDR/2008
Global and regional approaches to trade and finance	UNCTAD/GDS/2007/1
Coping with globalized finance	UNCTAD/GDS/2007/2
Financing for development – Follow-up International Conference for Development to Review the Implementation of the Monterrey Consensus	UNCTAD/GDS/2008/1
G-24 Discussion Paper No. 48 – Aid for Trade: Cool aid or Kool-Aid?	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/6
G-24 Discussion Paper No. 49 – IMF Voting Reform: Need, Opportunity and Options	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/7
G-24 Discussion Paper No. 50 – Enhancing the Role of Regional Development Banks	UNCTAD/GDS/MDP/G24/2008/1
G-24 Discussion Paper No. 51 – The External Debt Contentions Six Years After the Monterrey Consensus	UNCTAD/GDS/MDP/G24/2008/2
G-24 Discussion Paper No. 52 – Global Liquidity and Financial Flows to Developing Countries: New Trends in Emerging Markets and their Implications	UNCTAD/GDS/MDP/G24/2008/3
G-24 Discussion Paper No. 53 – Carbon Markets and Beyond: the Limited Role of Prices and Taxes in Climate and Development Policy	UNCTAD/GDS/MDP/G24/2008/4
Discussion Paper No. 186 – Credit rating agencies and their potential impact on developing countries	UNCTAD/OSG/DP/2008/1
Discussion Paper No. 187 – Instruments of monetary policy in China and their effectiveness 1994–2006	UNCTAD/OSG/DP/2008/2
Discussion Paper No. 188 – Domestic and external public debt in developing countries	UNCTAD/OSG/DP/2008/3
Discussion Paper No. 189 – Regional Cooperation and Integration in sub-Saharan Africa	UNCTAD/OSG/DP/2008/4

Discussion Paper No.190 – Budget Support: a Reformed Approach or Old Wine in New Skins	UNCTAD/OSG/DP/2008/5
Discussion Paper No.191 – Policy Space: What, for What and Where	UNCTAD/OSG/DP/2008/6
Discussion Paper No.192 – The Emerging of a Multilateral Forum for Debt Restructuring: the Paris Club	UNCTAD/OSG/DP/2008/7
Statistiques	
Manuel de statistiques de la CNUCED	TD/STAT.33
Development and Globalization: Facts and Figures 2008	UNCTAD/GDS/CSIR/2007/1
Assistance au peuple palestinien	
Policy Alternatives for Sustained Palestinian Development and State Formation	UNCTAD/GDS/APP/2008/1
Gestion de la dette	
Compendium on Debt Sustainability and Development	UNCTAD/GDS/DFF/2008/1
Investissements internationaux: tendances, problèmes et analyse	
World Investment Report	UNCTAD/WIR 2008
Rapport sur l'investissement dans le monde – Vue d'ensemble	UNCTAD/WIR/2008(Vue d'ensemble)
World Investment Prospects Survey 2008–2010	UNCTAD/DIAE/IA/2008/1
FDI in Tourism: the Development Dimension – East and Southern Africa	UNCTAD/DIAE/IA/2008/6
FDI, Tourism and Developing Countries	UNCTAD/ITE/IIA/2007/5
Elimination of TRIMS: The Experience of Selected Developing Countries	UNCTAD/ITE/IIA/2007/6
Revisiting FDI in Extractive Industries: Perspectives and Policy Issues Selected Background Papers	UNCTAD/ITE/IIT/IIA/2008/1
Transnational Corporations Volume 17, No.1	UNCTAD/ITE/IIT/2008/1
Transnational Corporations Volume 17, No.2	UNCTAD/DIAE/IA/2008/2
Transnational Corporations Volume 16, No.2	UNCTAD/ITE/IIT/2007/2
World Investment Directory Volume X, Africa 2008	UNCTAD/ITE/IIT/2007/5
Examens de la politique d'investissement	
Investment Policy Review – Nigeria	UNCTAD/DIAE/PCB/2008/1
Les examens de la politique d'investissement: Un programme qui vise à attirer et mettre à profit les IED	UNCTAD/ITE/IPC/2008/3
Examen de la politique d'investissement de la Mauritanie	UNCTAD/ITE/IPC/2008/5
Investment Policy Review of the Dominican Republic	UNCTAD/ITE/IPC/2007/9
Investment Policy Review of Viet Nam	UNCTAD/ITE/IPC/2007/10
Accords internationaux d'investissement et promotion de l'investissement	
Evaluating Investment Promotion Agencies	UNCTAD/DIAE/PCB/2008/2
Framework for Case Studies of Best Practices in Foreign Direct Investment	UNCTAD/ITE/IPC/2008/2
Shaping the Investment Climate - the IPA as a Policy Advocate	UNCTAD/ITE/IPC/2007/6
Définition de règles internationales en matière d'investissement: état des lieux, défis à relever et perspectives	UNCTAD/ITE/IIT/2007/3
Investment Promotion Provisions in IIAs	UNCTAD/ITE/IIT/2007/7

Problèmes internationaux de comptabilité et de publication

Les enseignements tirés de l'application des normes internationales d'information financière UNCTAD/DIAE/ED/2008/1

Promoting Transparency in Corporate Reporting: A Quarter Century of UNISAR UNCTAD/DIAE/ED/2008/3

Lignes directrices sur des indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels UNCTAD/ITE/TEB/2007/6

Review of International Accounting and Reporting Issues 2007 UNCTAD/ITE/TEB/2007/5

Développement des entreprises

Les petites entreprises: Un moyen d'échapper à la pauvreté UNCTAD/ITE/IPC/2008/1

Creating Business Linkages: A Policy Perspective UNCTAD/ITE/TEB/2007/7

Science et technologie au service du développement

The World Summit on the Information Society – Follow-Up Report 2008 UNCTAD/DTL/STICT/2008/1

Négociations commerciales et diplomatie commerciale

Contribution du commerce au renforcement du développement et à la réduction de la pauvreté: Aspects liés à la mobilité de la main-d'œuvre et au commerce des compétences UNCTAD/DITC/TNCD/2007/8

Developments and Issues in the Negotiations for Economic Partnership Agreements between African ACP States and the European Union of the Doha Round Negotiation UNCTAD/DITC/TNCD/2007/11

Flexibilities in Agriculture Market Access Formula UNCTAD/DITC/TNCD/2008/1

Conclusions and Recommendations of the Regional Workshop for African Countries on the Operationalization of the Doha Mandate on Special and Differential Treatment UNCTAD/DITC/TNCD/2007/9

Fulfilling the Doha Mandate on Special and Differential Treatment from the Perspective of African Countries UNCTAD/DITC/TNCD/2007/10

Intégrer la parité dans les stratégies de commerce et de développement en Afrique UNCTAD/DITC/TNCD//2007/13

Mainstreaming Gender into Trade and Development Strategies: the Case of East Africa, Trade Negotiations and Africa Series UNCTAD/DITC/TNCD/2007/14

Towards SADC Services Liberalization UNCTAD/DITC/TNCD/2008/4

GSP Scheme of the European Community UNCTAD/ITCD/TSB/MISC.25/Rev.3

Analyse commerciale

Globalization for Development: The International Trade Perspective UNCTAD/DITC/2007/1

Aid for Trade: Helping to Maximize the Gains from Trade for Developing Countries UNCTAD/DITC/2008/2

South-South Trade: The Reality Check UNCTAD/DITC/TAB/2008/1

The Challenge of Trade Policymaking : Analysis, Communication and Representation UNCTAD/ITCD/TAB/37

Institution and Development Revisited: a non-Parametric Approach UNCTAD/ITCD/TAB/41

Building Trade-Related Institutions and WTO Accession UNCTAD/ITCD/TAB/42

Is South-South Trade a Testing Ground for Structural Transformation? UNCTAD/ITCD/TAB/43

South-South Trade: The Reality Check UNCTAD/DITC/TAB/2008/1

South-South Trade and RTAs in Asia UNCTAD/DITC/TAB/MISC/2008/2

Comparing China and India: Is Dividend of Economic Reforms Polarized? UNCTAD/DITC/TAB/POV/2008/1

Commerce, environnement et développement

Challenges and Opportunities Arising from Private Standards on Food Safety and Environment for Exporters of Fruit and Vegetables in Asia Experiences in Malaysia, Thailand and Viet Nam	UNCTAD/DITC/TED/2007/6
Guidelines for the Development and Implementation of Management Plans for Wild Collected Plant Species Used by Organizations Working with Natural Ingredients	UNCTAD/DITC/TED/2007/8
Private-Sector Standards and National Schemes for Good Agricultural Practices: Implications for Exports of Fresh Food and Vegetables from sub-Saharan Africa Experiences of Ghana, Kenya and Uganda	UNCTAD/DITC/TED/2007/13
International Task Force on Harmonization and Equivalence in Organic Agricultural, Background Studies, Volume IV	UNCTAD/DITC/TED/2007/14
Organic Agriculture and Food Security in East Africa	UNCTAD/DITC/TED/2007/15
Opportunities and Challenges of Biofuels for the Agricultural Sector	UNCTAD/DITC/TED/2007/5
Making Certification Work for Sustainable Development: The Case of Biofuels	UNCTAD/DITC/TED/2008/1
The WTO Negotiations on Environmental Goods and Services: a Potential Contribution to the Millennium Development Goals	UNCTAD/DITC/TED/2008/4
World Trade Law and Renewable Energy: the Case of Non-Tariff Barriers	UNCTAD/DITC/TED/2008/5

Produits de base

The United Republic of Tanzania – The Challenge of Mineral Wealth: Using Resource Endowments to Foster Sustainable Development – Country Case Study	UNCTAD/DITC/COM/2007/7
Étude sur le cacao: Structure de l'industrie et concurrence	UNCTAD/DITC/COM/2008/1
Sub-Saharan Africa and Booming Commodity Prices Outlook and Development Options	UNCTAD/DITC/COM/2008/2
Sécurité et qualité des fruits et des légumes frais – un manuel de formation pour les formateurs	UNCTAD/DITC/COM/2008/3
Overview of the World's Commodity Exchanges 2007	UNCTAD/DITC/COM/2008/4
Iron Market Review 2007–2009	UNCTAD/DITC/COM/2008/5
Iron Ore Statistics 2008	UNCTAD/DITC/COM/2008/8
Report of the UNCTAD Study Group on Emerging Commodity Exchanges – Development Impacts of Commodity Exchanges in Emerging Markets	UNCTAD/DITC/COM/2008/9
SPS Compliance and Costs of Agri-Food and Quality Standards in Selected Least Developed Countries in the Pacific region – Samoa, Solomon Islands and Vanuatu	UNCTAD/DITC/COM/2007/3

Droit et politique de la concurrence

Capacity-building on Competition Law and Policy for Development	UNCTAD/DITC/CLP/2007/7
A Voluntary Peer Review of Competition Law and Policy (Costa Rica)	UNCTAD/DITC/CLP/2008/1
Politique et droit de la concurrence du Costa Rica: Examen collégial volontaire	UNCTAD/DITC/CLP/2008/1 (Aperçu général)
The Effects of Anti-Competitive Business Practices on Developing Countries and their Development Prospects	UNCTAD/DITC/CLP/2008/2

Facilitation des transports et du commerce

Étude sur les transports maritimes	UNCTAD/RMT/2008
Web-based Transport Newsletter No. 38	UNCTAD/SDTE/TLB/MISC/2008/1
Web-based Transport Newsletter No. 39	UNCTAD/DTL/TLB/MISC/2008/1
Web-based Transport Newsletter No. 40	UNCTAD/WEB/DTL/TLB/2008/1
Web-based Transport Newsletter No. 41	UNCTAD/WEB/DTL/TLB/2008/2
ASYCUDA World Report 2008	UNCTAD/SDTE/TLB/2007/2

Développement des TIC et du commerce électronique

Information Economy Report 2007–2008: Science and Technology for Development: the new Paradigm of ICT	UNCTAD/SDTE/ECB/2007/1
Measuring the Impact of ICT use in Business: the case of Manufacturing in Thailand	UNCTAD/SDTE/ECB/2007/3

Partage des connaissances et développement des capacités

Trade-Related Capacity-building through Human Resources Development	UNCTAD/DTL/KCTD/2008/1
---	------------------------

Questions générales

Rapport annuel de la CNUCED 2007	UNCTAD/DOM/2007/3
Répondre à la crise alimentaire globale	UNCTAD/OSG/2008/1

Annex B. Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2008

Titre	Dates
Douzième session de la Conférence	
Groupe spécial de haut niveau sur la contribution de l'économie et des industries de la création au développement: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Genève (Suisse)	14-15 janvier
Aide au commerce et développement – perspectives mondiales et régionales: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Bangkok (Thaïlande)	24-25 janvier
Dialogue multipartite de haut niveau sur les produits de base organisé sous l'égide du Secrétaire général de la CNUCED dans le cadre de la douzième session de la Conférence, Genève (Suisse)	28-29 janvier
Comité préparatoire de la douzième session de la Conférence:	
Rencontre avec la société civile et le secteur privé, Genève (Suisse)	28 janvier
Atelier de haut niveau pour les pays les moins avancés africains: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Izmir (Turquie)	4-5 mars
Enseignements du commerce Sud-Sud dans les différentes régions d'Asie: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Tokyo (Japon)	25 mars
Enseignements du commerce Sud-Sud en Asie et le rôle des accords commerciaux régionaux: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Genève (Suisse)	2 avril
Rendre les normes de durabilité applicables aux petites exploitations agricoles: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Arusha (République-Unie de Tanzanie)	7-9 avril
Atelier sur les stratégies de développement en Afrique: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence, Accra (Ghana)	19 avril
Forum mondial de l'investissement, Accra (Ghana)	19-22 avril
Douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Accra (Ghana)	20-25 avril
Conseil du commerce et du développement	
Quarante-troisième réunion directive, Genève (Suisse)	3 mars
Vingt-quatrième session extraordinaire, Genève (Suisse)	17-20 mars
Quarante-quatrième réunion directive, Genève (Suisse)	10 juillet
Cinquante-cinquième session annuelle, Genève (Suisse)	15-26 septembre
Quarante-cinquième réunion directive, Genève (Suisse)	13 novembre
Commission du commerce des biens et services, et des produits de base	
Douzième session, Genève (Suisse)	7-8 février
Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement	
Douzième session, Genève (Suisse)	4-5 février
Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, et réunions d'experts et organes subsidiaires	
Douzième session, Genève (Suisse)	12-13 février
Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, Genève (Suisse)	15-18 juillet
Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt-cinquième session, Genève (Suisse)	4-6 novembre

Commission de la science et de la technique au service du développement (organe subsidiaire du Conseil économique et social)

Onzième session, Genève (Suisse) 26-30 mai

Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme

Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme, cinquantième session (budget-programme 2008-2009 et cadre stratégique 2010-2011), Genève (Suisse) 16-18 juin

Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme, cinquante et unième session (coopération technique), Genève (Suisse) 1er-5 septembre

Autres réunions

Troisième réunion relevant de la ligne d'action du SMSI sur le commerce électronique, Genève (Suisse) 22 mai

Groupe d'experts sur le Manuel pour l'établissement de statistiques sur l'économie de l'information 26 mai

Réunion mondiale sur la mesure de la société de l'information 27-29 mai

Réunion préparatoire mondiale sur l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, Genève (Suisse) 8-9 juillet

Réunion du Groupe d'experts sur la mobilisation des ressources pour le développement ainsi que sur les politiques financières et les investissements productifs liés au commerce et au développement, Genève (Suisse) 17, 22 septembre

Réunion du Groupe d'experts sur les résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce – quelques tendances et perspectives, Genève (Suisse) 19 septembre

Réunion multipartite sur le coton convoquée par le Secrétaire général de la CNUCED, Genève (Suisse) 2 décembre

Atelier de haut-niveau pour les PMA d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique, Ankara (Turquie) 3-7 décembre

Annexe C. Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2008

Titre	Lieu	Dates
Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires		
Atelier sur le cadre intégré renforcé à l'intention des PMA du Pacifique	Apia (Samoa)	29-30 janvier
Atelier sur le cadre intégré renforcé à l'intention des PMA d'Asie	Vientiane (République démocratique populaire lao)	22-24 janvier
Cours de formation à l'intention des décideurs d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Haïti, fondé sur les trois derniers rapports sur les PMA	Dakar (Sénégal)	27-28 février
Atelier national sur le développement du commerce et les capacités productives à l'intention du Rwanda	Kigali (Rwanda)	4-5 juin
Cours de formation à l'intention des décideurs de huit PMA d'Asie, fondé sur les trois derniers rapports sur les PMA	Phnom Penh (Cambodge)	28-30 octobre
Développement de l'Afrique		
Atelier à l'intention des parties prenantes sur le Manuel directif sur les moyens d'accroître le rôle des ressources financières intérieures dans le développement de l'Afrique	Bujumbura (Burundi)	10-11 avril
Atelier à l'intention des parties prenantes sur le Manuel directif sur les moyens d'accroître le rôle des ressources financières intérieures dans le développement de l'Afrique	Lusaka (Zambie)	15-16 avril
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux		
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des pays d'Europe centrale et de l'Est	Minsk (Biélorussie)	23 juin-11 juillet
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des pays d'Asie occidentale	Manama (Bahreïn)	26 octobre-13 novembre
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: Commerce et environnement	Genève (Suisse)	28 février
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: Le paradoxe des flux de capitaux	Genève (Suisse)	27 mars
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: Intégration des PME dans les chaînes de valeur mondiales	Genève (Suisse)	27 juin
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: Aide au commerce et développement	Genève (Suisse)	29 septembre
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: S'adapter à la nouvelle donne énergétique – Perspectives en matière de commerce et de développement	Genève (Suisse)	31 octobre
Cours de formation de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux: Faire face à la crise alimentaire globale à la faveur de stratégies en matière de commerce et de développement	Genève (Suisse)	28 novembre
Programme TrainForTrade		
Programme TrainForTrade de formation portuaire (sixième cycle)	Dakar (Sénégal)	janvier-décembre
Programme TrainForTrade de formation portuaire (cinquième cycle)	Douala (Cameroun)	janvier-décembre
Programme TrainForTrade de formation portuaire (troisième cycle)	Conakry (Guinée)	janvier-décembre
Programme TrainForTrade de formation portuaire (troisième cycle)	Sihanoukville (Cambodge)	janvier-décembre

Programme TrainForTrade de formation portuaire (quatrième cycle)	Lomé (Togo)	janvier-décembre
Programme TrainForTrade de formation portuaire (troisième cycle)	Cotonou (Bénin)	janvier-décembre
Programme TrainForTrade de formation portuaire (partie un) à l'intention des pays hispanophones	Gijón, (Espagne)	10-28 novembre
Séminaire TrainForTrade de formation de formateurs portuaires pour le réseau francophone	Marseille (France)	18 février-7 mars
Conférence régionale de haut niveau TrainForTrade sur le développement des capacités dans le domaine du commerce à l'intention de certains pays d'Asie de l'Est	Phnom Penh (Cambodge)	5-7 février
Conférence internationale de coordination TrainForTrade de la CNUCED à l'intention des communautés portuaires de pays en développement hispanophones	Valence (Espagne)	26-28 mars
Atelier TrainForTrade sur les questions d'investissement	Province de Saravane (République démocratique populaire lao)	24-26 avril
Formation pédagogique TrainForTrade d'instructeurs portuaires pour la diffusion traditionnelle et la formation à distance	Cotonou (Bénin)	19-30 mai
Séminaire TrainForTrade/All de formation à distance à l'intention des négociateurs d'accords internationaux d'investissement	En ligne	16 juin-15 août
Atelier TrainForTrade à l'intention des formateurs	Guatemala City (Guatemala)	25-27 juin
Atelier TrainForTrade de formation de formateurs	Thalat (République démocratique populaire lao)	16-27 juin
Programme TrainForTrade de formation portuaire de la CNUCED sur une gestion portuaire moderne (seconde partie)	Luanda (Angola)	14 juillet-1er août
Programme TrainForTrade de formation portuaire de la CNUCED sur une gestion portuaire moderne (seconde partie)	Luanda (Angola)	14 juillet-1er août
Cours TrainForTrade de formation à distance sur les aspects juridiques du commerce électronique	En ligne	11 août-5 septembre
Cours TrainForTrade/All de formation à distance à l'intention des négociateurs d'accords internationaux d'investissement	En ligne	18 août-20 septembre
Atelier TrainForTrade de formation à l'intention des formateurs portuaires des pays en développement anglophones	Dublin (Irlande)	22 septembre-10 octobre
Atelier régional TrainForTrade/développement des TIC et du commerce électronique sur la cyberléislation à l'intention des États membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI)	Buenos Aires (Argentine)	6-10 octobre
Réunion TrainForTrade de coordination sur les initiatives dans le domaine du tourisme et du développement durable	Bamako (Mali)	19 octobre
Cours intensif TrainForTrade/All à l'intention des négociateurs d'accords internationaux d'investissement	Luanda (Angola)	4-7 novembre
Atelier TrainForTrade/promotion de l'investissement sur le ciblage des investisseurs aux fins du développement économique et social	Caracas (République bolivarienne du Venezuela)	4-7 novembre
Formation à distance TrainForTrade sur la promotion de l'investissement et le ciblage des investisseurs	Vientiane (République démocratique populaire lao)	17 novembre-26 décembre

Institut virtuel

Troisième réunion des membres de l'Institut virtuel	Genève (Suisse)	4-8 février
Visite d'étude de l'Institut virtuel pour les universités membres originaires de la Fédération de Russie	Genève (Suisse)	31 mars-4 avril
Cours de l'Institut virtuel de la CNUCED sur les transports internationaux et les questions de logistique	Port Louis (Maurice)	5-10 mai
Visite d'étude de l'Institut virtuel pour l'Université des Indes occidentales	Genève (Suisse)	5-16 mai
Atelier de l'Institut virtuel/Programme relatif aux All sur l'enseignement et la recherche concernant les aspects économiques et juridiques des accords internationaux d'investissement	Kampala (Ouganda)	11-14 novembre
Cours de l'Institut virtuel de la CNUCED sur la dimension développement des droits de propriété intellectuelle	Hanoi (Viet Nam)	15-17 décembre

Dette et renforcement des capacités pour la viabilité de l'endettement

Atelier sur la validation des données	Soudan	28 avril-9 mai
Atelier sur la validation des données	Guatemala	21 avril-3 mai
Atelier de formation de niveau supérieur au DSM+	Égypte	12-20 mars
Formation de niveau supérieur au SYGADE	Tchad	1er-11 juillet
Atelier sur les statistiques de la dette (et suivi)	Éthiopie	7-14 juillet
Atelier sur la validation des données et le bulletin de statistique	République démocratique du Congo	1 ^{er} -14 juin
Atelier sur le bulletin de statistique	Costa Rica	17-28 novembre
Atelier sur les statistiques de la dette	Guatemala	19-31 mai
Visite d'étude au Guatemala	Guatemala	29 septembre-3 octobre
Atelier sur les statistiques de la dette	Bangladesh	10-21 octobre
Atelier sur la dette extérieure privée	Bangladesh	10-23 octobre
Formation de niveau supérieur au SYGADE 5.3	Égypte	20 octobre-15 novembre
Atelier sur la validation des données relatives à la dette	Costa Rica	1er mai-6 juin
Atelier sur les statistiques de la dette	Nicaragua	26 septembre-24 octobre
Visite d'étude sur le SYGADE	Suisse	20-21 novembre

Macroéconomie et politiques de développement

Séminaires sur la mondialisation, les stratégies de développement et la cohérence des politiques offerts à l'École européenne d'études avancées (IUSS ESAS-CD)	Pavie (Italie)	7-15 février
Séminaire sur les perspectives et enjeux de la mondialisation	Wuhan (Chine)	16-23 octobre

Analyse des questions d'investissement

Réunion du Groupe d'experts en investissement de l'APEC	Lima (Pérou)	23 février
Séminaire régional sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008 à l'intention de l'Amérique latine et des Caraïbes	Santiago (Chili)	15-16 avril
Séminaire régional sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008 à l'intention de l'Afrique	Johannesburg, (Afrique du Sud)	22-23 avril
Séminaire mondial sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008	Genève (Suisse)	20-21 mai
Réunion sur les aspects de l'IED relatifs aux changements climatiques en marge de la vingt-huitième session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	Bonn (Allemagne)	11 juin
Exposé sur les récentes tendances en matière d'IED – Incidences sur l'économie de l'Arabie saoudite, Sommet saoudien sur l'investissement	Djeddah (Arabie saoudite)	15 juin
Groupe chargé d'étudier le Rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, Academy of International Business (AIB)	Milan (Italie)	2 juillet
Atelier sur le cadre d'action propice à un investissement responsable à l'intention des secteurs public et privé	Genève (Suisse)	7 novembre

Statistiques relatives à l'IED

Première réunion du Groupe d'étude de la CNUCED et du COMESA sur les statistiques relatives à l'IED et aux STN	Lusaka (Zambie)	10-12 mars
Atelier national sur la lecture des états financiers et la compilation de statistiques sur l'IED	Lusaka (Zambie)	17-20 mars
Atelier national du COMESA et de la CNUCED sur les statistiques relatives à l'IED au Kenya: Méthodes de collecte de données sur l'IED et les activités des STN	Nairobi (Kenya)	16-19 juin
Atelier régional du COMESA et de la CNUCED sur l'enquête commune sur les statistiques relatives à l'IED et aux STN	Mombasa (Kenya)	25-28 août
Atelier national sur les méthodes de collecte et de compilation des statistiques relatives à l'IED	Kigali (Rwanda)	17-20 novembre
Atelier sur les méthodes de collecte de données sur l'IED et les activités des STN	Santo Domingo (République dominicaine)	24-28 novembre
Atelier national sur les méthodes de collecte et de compilation des statistiques relatives à l'IED	Lilongwe (Malawi)	24-27 novembre
Atelier national du COMESA et de la CNUCED sur les statistiques relatives à l'IED en Éthiopie: Méthodes de collecte de données sur l'IED et les activités des STN	Addis-Abeba (Éthiopie)	15-18 décembre
Atelier sur les méthodes de collecte de données sur l'IED et les activités des STN	Téhéran (République islamique d'Iran)	21-24 décembre

Politiques d'investissement et promotion de l'investissement

Visite d'étude de l'Agence tunisienne de promotion de l'investissement extérieur organisée à l'intention du personnel de l'Agence palestinienne pour la promotion des investissements	Tunis (Tunisie)	5-14 février
Débat entre secteurs public et privé sur la promotion d'un investissement responsable sur les marchés émergents	Genève (Suisse)	6 février
Atelier national sur l'examen de la politique d'investissement de la Mauritanie	Mauritanie	21 février
Atelier de formation CNUCED /WAIPA – Le développement économique dans un monde qui ressemble à un cube de Rubik: Comment transformer les tendances mondiales en prospérité locale	Accra (Ghana)	18 avril

Atelier de formation CNUCED /WAIPA – Mieux faire – Enseignements tirés des meilleures pratiques des organismes de promotion de l'investissement à travers le monde	Accra (Ghana)	18 avril
Atelier de formation CNUCED /WAIPA – Améliorer le climat de l'investissement dans votre pays	Accra (Ghana)	18 avril
Atelier de formation CNUCED /WAIPA – Marchés émergents: Vers une source incontournable d'investissement	Accra (Ghana)	18 avril
Chaînes de valeur mondiales: Perspectives et enjeux pour les entreprises internationales et nationales	Accra (Ghana)	19 avril
Séminaire de l'APEC sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement	Lima (Pérou)	19-20 mai
Atelier du secteur public péruvien sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement	Lima (Pérou)	21 mai
Atelier de formation sur le ciblage des investisseurs et les services de suivi aux investisseurs à l'intention de CORPOTULIPA (Corporación para el desarrollo del Estado Falcón, République bolivarienne du Venezuela)	Punto Fijo, Falcon (République bolivarienne du Venezuela)	5-6 juillet
Examen de la politique d'investissement du Nigéria: Atelier national à l'intention des parties intéressées	Nigéria	24 juillet
Discussions de haut niveau sur l'examen de la politique d'investissement du Bélarus	Minsk (Bélarus)	30 juillet
Atelier consultatif sur le renforcement des capacités et la promotion des politiques à l'intention du Conseil de l'investissement de Maurice	Port Louis (Maurice)	1 ^{er} -3 septembre
Atelier de formation à l'intention des commissions régionales de l'investissement (Oromia et SNNP)	Sululta (Éthiopie)	24-26 septembre
Forum de haut niveau des investisseurs sur «Le climat des investissements dans les pays en développement sans littoral: tendances, expériences et la voie à suivre»	New York (États-Unis d'Amérique)	1 ^{er} octobre
Exposé sur la stratégie de la CNUCED sur les services de suivi et la rétention des investissements présenté à l'Agence palestinienne pour la promotion des investissements dans le cadre d'un forum à l'intention des parties intéressées des secteurs public et privé	Ramallah (Territoire palestinien occupé)	29 octobre
Atelier sur l'élaboration de chartes clients à l'intention de l'Agence zambienne de développement	Lusaka (Zambie)	5-7 novembre
Atelier sur l'enseignement et la recherche concernant les aspects économiques et juridiques des accords internationaux d'investissement	Kampala (Ouganda)	10-14 novembre
Atelier régional de formation sur des services efficaces de facilitation des investissements à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	Port of Spain (Trinité-et-Tobago)	11-13 novembre
Atelier régional de formation sur les pratiques d'administration en ligne, la transparence et la simplification des procédures administratives aux fins de la création d'entreprises et du développement des entreprises, à l'intention des pays d'Amérique latine	République dominicaine	13-19 novembre
Atelier sur l'élaboration de chartes clients à l'intention du Département de la promotion des investissements de la République démocratique populaire lao	Vientiane (République démocratique populaire lao)	24-26 novembre
Atelier à l'intention des parties intéressées sur le guide de l'investissement au Maroc	Rabat (Maroc)	26 novembre
Réunion extraordinaire du Groupe d'experts sur les impacts de l'IED dans le cadre des examens de la politique d'investissement	Genève (Suisse)	9-10 décembre
Atelier de haut niveau sur les pratiques d'administration en ligne, la transparence et la simplification des procédures administratives aux fins de la création d'entreprises et du développement des entreprises	Bamako (Mali)	11 décembre
Atelier de formation sur l'utilisation de la base de données sur les investisseurs nationaux et étrangers à l'intention du personnel de l'Agence palestinienne pour la promotion des investissements	Ramallah (Territoire palestinien occupé)	22-23 décembre

Développement des entreprises

Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec	Dar-es-Salaam (République -Unie de Tanzanie)	21 janvier- 1 ^{er} février
Forum sur la fin du projet pilote de la CNUCED sur les relations d'affaires	Kampala (Ouganda)	31 janvier- 1 ^{er} février
Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec	Santo Domingo (République dominicaine)	19-26 février
Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec	Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	10-19 mars
Forum africain Empretec	Accra (Ghana)	24 avril
Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec	Santo Domingo (République dominicaine)	16-21 juin
Atelier avec SABMiller	Genève (Suisse)	11 juillet
Atelier sur le rôle de l'entrepreneuriat féminin dans le développement	Zurich (Suisse)	14 août
Visites d'étude à l'intention des finalistes du Prix de la femme chef d'entreprise	Genève et Zurich (Suisse)	14-22 août
Atelier de formation donné dans le cadre du programme Empretec	Genève (Suisse)	15-19 septembre
Atelier de formation donné dans le cadre du programme Empretec	Bucarest (Roumanie)	25 octobre- 2 novembre
Réunion des directeurs du programme Empretec	São Paulo (Brésil)	20-21 novembre
Treizième réunion internationale des entrepreneurs	São Paulo (Brésil)	20-22 novembre
Atelier de formation donné dans le cadre du programme Empretec	Timisoara (Roumanie)	21-29 novembre
Atelier de formation donné dans le cadre du programme Empretec	Bucarest (Roumanie)	5-13 décembre
Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec (République dominicaine)	Santo Domingo 8-15 décembre	
Atelier de formation à l'entrepreneuriat donné dans le cadre du programme Empretec	Dar-es-Salaam (République -Unie de Tanzanie)	13-20 décembre
Visite d'étude sur les relations d'affaires	Kampala et Mbale (Ouganda)	15-17 décembre
Visite d'étude sur les relations d'affaires	Lusaka (Zambie)	18-19 décembre

Accords internationaux d'investissement

Séminaire national sur les accords internationaux d'investissement et les différends entre investisseurs et États	Quito (Équateur)	21-22 février
Séminaire national sur les accords internationaux d'investissement et les différends entre investisseurs et États	Lima (Pérou)	25 février
Atelier national sur la promotion des investissements et la négociation d'accords internationaux d'investissement	Gaborone (Botswana)	23-25 avril
Conférence CNUCED-CRCICA sur les traités d'investissement et le règlement des différends entre investisseurs et États: Nouveaux problèmes et défis pour les pays arabes	Le Caire (Égypte)	14-15 mai

Atelier sur le règlement des différends: Introduction au règlement des différends; Accord antidumping, Accord sur les subventions et Accord sur les sauvegardes	Riyad (Arabie saoudite)	1 ^{er} -4 juin
Conférence régionale sur les traités d'investissement et les autres méthodes de règlement des différends entre investisseurs et États à l'intention des pays d'Europe de l'Est et du Sud ainsi que d'Asie centrale	Kiev (Ukraine)	2-3 juin
Séminaire sur les AI et le règlement des différends entre investisseurs et États à l'intention des pays membres de l'ARCO	Bogota (Colombie)	10-11 septembre
Quatrième cours régional de formation sur la gestion des différends en matière d'investissement à l'intention des pays d'Amérique latine	San José (Costa Rica)	17-26 novembre
Conférence sur les aspects juridiques des contrats d'investissement à l'intention des pays en transition	Bakou (Azerbaïdjan)	20-23 novembre
Atelier sur les accords internationaux d'investissement à l'intention de l'Indonésie	Genève (Suisse)	1 ^{er} -2 décembre
Séminaire national et atelier spécialisé sur le règlement des différends entre investisseurs et États à l'intention de la Bolivie	La Paz (Bolivie)	3-5 décembre
Problèmes internationaux de comptabilité et de publication		
Conférence de l'Université de Cambridge sur la responsabilité sociale des entreprises	Londres (Royaume-Uni)	20-22 février
Atelier sur les normes comptables internationales du secteur public et sur le Cadre conceptuel des déclarations internationales de formation	Genève (Suisse)	3 novembre
Droits de propriété intellectuelle		
Présentation de l'étude consultative sur l'analyse comparative des lois sur les brevets de la Communauté d'Afrique de l'Est concernant l'incorporation des flexibilités ménagées par l'Accord sur les ADPIC	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	22-23 mai
Réunion CNUCED-CICDD sur les évaluations de besoins au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC	Genève (Suisse)	16 juin
Réunion CNUCED-CICDD sur l'application des droits de propriété intellectuelle	Genève (Suisse)	17 juillet
Table ronde CNUCED-CICDD sur l'avenir des questions liées aux ADPIC dans le Cycle de Doha	Genève (Suisse)	21 octobre
Consultation entre des experts de la CNUCED et du CICDD sur les politiques en matière de propriété intellectuelle des pays en développement	Genève (Suisse)	24 novembre
Colloque CNUCED-ASEAN sur les éléments de souplesse figurant dans les règles internationales sur la propriété intellectuelle et sur la production locale de médicaments	Bangkok (Thaïlande)	16-19 décembre
Atelier national sur l'étude de la CNUCED sur l'interface entre propriété intellectuelle et droit de la concurrence	Bangkok (Thaïlande)	22 décembre
Assurances		
Trente-cinquième Conférence de l'Organisation africaine des assurances et Assemblée générale annuelle	Alger (Algérie)	25-28 mai
Négociations commerciales et diplomatie commerciale		
Atelier de la SADC sur l'économie de services	Gaborone (Botswana)	5-8 février
National Workshop on MTS issues for Guinea	Conakry, Guinée	14-15 February
National Workshop in MTS Issues for the Democratic Republic of the Congo	Kinshasa, Congo	16-17 February

Atelier sur l'accèsion à l'OMC à l'intention des parlementaires algériens	Alger (Algérie)	16-19 février
Cours de formation sur les négociations sur l'agriculture à l'intention des fonctionnaires de la Bosnie-Herzégovine	Genève (Suisse)	17-20 février
Formation intensive sur les questions relatives à l'OMC et les négociations en vue de l'accèsion à l'OMC à l'intention des fonctionnaires bhoutanais	Genève (Suisse)	18-21 février
Impact potentiel du Cycle de Doha sur l'agriculture du Botswana	Genève (Suisse)	25-27 février
Impact potentiel du Cycle de Doha sur l'agriculture de la République bolivarienne du Venezuela	Genève (Suisse)	27-28 février
Exposé et atelier publics sur le règlement des différends et le développement	Hong Kong (Chine)	7-8 mars
Atelier sur les négociations en vue d'un accord de partenariat économique (APE) afin de comparer les différents traitements tarifaires accordés au titre des APE et du SGP à l'intention du Nigéria	Genève (Suisse)	1er-11 mars
Séance d'information sur l'ATPSM à l'intention des PMA	Genève (Suisse)	11-14 mars
Atelier et mission technique et consultative sur l'accèsion à l'OMC à l'intention de l'Afghanistan	Kaboul (Afghanistan)	26-28 mars
Atelier de formation sur les questions relatives à l'accèsion à l'OMC à l'intention des fonctionnaires éthiopiens	Genève (Suisse)	31 mars-4 avril
Atelier national sur les questions de commerce international à l'intention de l'Inde	New Delhi (Inde)	31 mars-8 avril
Atelier de formation sur la façon d'utiliser les bases de données liées au commerce pour élaborer une stratégie commerciale	Conakry (Guinée)	13-16 avril
Séminaire sur les questions relatives à l'accèsion à l'OMC et le rôle des organes législatifs nationaux de l'Algérie	Alger (Algérie)	20 avril
Atelier sur les questions relatives à l'accèsion à l'OMC à l'intention des fonctionnaires afghans chargés des questions commerciales	Genève (Suisse)	27 avril
Ateliers nationaux sur la politique commerciale et les négociations commerciales, suivis de services de consultation sur l'évaluation du commerce des services à l'intention de la République démocratique du Congo	Kinshasa (République démocratique du Congo)	10-12 mai
Conférence internationale sur la sensibilisation aux questions de parité en matière de politique commerciale	New Delhi (Inde)	25-27 février
Séminaire sur le SGP et les règles d'origine à l'intention des fonctionnaires yéménites	Genève (Suisse)	15-16 mai
Atelier sur le règlement des différends: Introduction au règlement des différends; Accord antidumping, Accord sur les subventions et Accord sur les sauvegardes	Riyad (Arabie saoudite)	1 ^{er} -4 juin
Onzième forum de négociations commerciales de la SADC sur les services	Johannesburg (Afrique du Sud)	3-4 juin
Stage d'études de l'ONUG	Genève (Suisse)	16 juin
Atelier national sur les règles et réglementations de l'OMC à l'intention des fonctionnaires de la République arabe syrienne chargés des questions commerciales	Damas (République arabe syrienne)	15-18 juin
Atelier sur les accords de partenariat économique à l'intention des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est	Mombasa (Kenya)	21 juin
Atelier de formation sur les questions liées au commerce et au développement à l'intention des enseignants et professeurs d'universités africaines	Genève (Suisse)	1 ^{er} -2 juillet
Atelier et mission consultative sur l'accèsion à l'OMC à l'intention des fonctionnaires bhoutanais	Thimphu (Bhoutan)	22-26 août

Atelier de la SADC sur les questions d'investissement, y compris le règlement des différends et les services	Johannesburg (Afrique du Sud)	25-26 août
Atelier national sur les services à l'intention des parties intéressées	Kampala (Ouganda)	8-12 septembre
Formation de base sur les négociations sur les services à l'intention des fonctionnaires zambiens chargés des questions commerciales	Genève (Suisse)	13-17 septembre
Atelier sur le Système généralisé de préférences à l'intention des fonctionnaires biélorusses	Genève (Suisse)	18 septembre
Cours sur les capacités de négociation et exercice de simulation de négociations sur les services de tourisme à l'Institut d'études politiques de Lille	Lille (France)	5 octobre
Atelier africain sur l'Accord de partenariat économique	Addis-Abeba (Éthiopie)	8-10 octobre
Atelier et mission consultative sur les questions relatives à l'accession à l'OMC à l'intention du Cap-Vert	Praia (Cap-Vert)	10-13 octobre
Atelier sur l'Accord de partenariat ACP-UE	Dakar (Sénégal)	13 octobre
Troisième séminaire international sur le commerce des services	Beijing (Chine)	16-17 octobre
Formation à l'intention des fonctionnaires indonésiens chargés des questions commerciales	Jakarta (Indonésie)	14-17 octobre
Atelier national sur les questions relatives à l'accession à l'OMC dans le domaine de l'agriculture à l'intention des fonctionnaires biélorusses chargés des questions commerciales	Minsk (Biélorus)	21-24 octobre
Atelier national botswanais sur les capacités de négociation et la stratégie dans les domaines du commerce des services et de l'investissement dans le cadre des négociations sur un APE	Gaborone (Botswana)	22-24 octobre
Atelier de formation sur le Système généralisé de préférences à l'intention des fonctionnaires irakiens	Genève (Suisse)	26-28 octobre
Atelier sur l'accession à l'OMC à l'intention des fonctionnaires de la République arabe syrienne chargés des questions commerciales	Damas (République arabe syrienne)	26-28 octobre
Atelier de formation sur les questions relatives à l'accession à l'OMC à l'intention des fonctionnaires biélorusses	Genève (Suisse)	24-26 novembre
Atelier de formation sur les questions relatives à l'accession à l'OMC à l'intention des fonctionnaires irakiens	Genève (Suisse)	24-26 novembre
Formation et consultations sur des questions relatives à l'accession à l'OMC à l'intention des principaux négociateurs azerbaïdjanais	Genève (Suisse)	24-28 novembre
Cours de formation, notamment sur les questions relatives au règlement des différends, à l'intention des fonctionnaires indonésiens	Indonésie	2 décembre
Formation sur les questions techniques relatives à l'agriculture et la simplification tarifaire à l'intention des fonctionnaires de l'UA chargés des questions commerciales	Genève (Suisse)	5 décembre
Analyse commerciale		
Exposé et formation sur l'utilisation du système WITS/TRAINS	Conakry (Guinée)	14-16 avril
Formation en cours d'emploi en vue d'une collaboration interactive sur le système TRAINS à l'intention du personnel de certains groupes régionaux et sous-régionaux	Genève (Suisse)	mai-novembre
Exposé et formation sur l'utilisation du système WITS/TRAINS et de l'ATPSM	Damas (République arabe syrienne)	28 octobre
Installation du système WITS/TRAINS au Ministère argentin de l'économie et formation sur son utilisation	Buenos Aires (Argentine)	24-28 novembre

Exposé et formation sur l'utilisation du système WITS/TRAINS	Panama City (Panama)	26-28 novembre
Exposé et formation sur l'utilisation du système WITS/TRAINS	Santo Domingo (République dominicaine)	1 ^{er} -3 décembre
Formation en cours d'emploi au Siège de l'ONU sur l'utilisation du système WITS/TRAINS à l'intention de certains délégués de pays en développement	New York (États-Unis d'Amérique)	5 décembre
Commerce, environnement et développement		
Atelier technique africain sur le système d'évaluation d'impact pour le biocommerce	Johannesburg (Afrique du Sud)	6-7 novembre
Dialogue régional sud-américain sur les nouveaux aliments	Lima (Pérou)	11-12 novembre
Dialogue régional sud-africain sur les nouveaux aliments	Cape Town (Afrique du Sud)	27-28 octobre
Biens et services environnementaux et accès aux technologies sans incidence sur le climat	Genève (Suisse)	11 février
Utiliser les règles de l'OMC pour faire face aux changements climatiques	Genève (Suisse)	11 février
Mesures nationales, commerce et compétitivité	Genève (Suisse)	11 février
Nouveaux enjeux de la politique et des négociations commerciales: Négociations de l'OMC sur les biens environnementaux	Kuala Lumpur (Malaisie)	26 mars
Rendre les normes de durabilité applicables aux petites exploitations agricoles: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	7-9 avril
Faire des normes de durabilité un outil de soutien du commerce agricole et du développement en faveur des pauvres: Réunion en marge de la douzième session de la Conférence	Accra (Ghana)	22 avril
Huitième réunion de l'Équipe spéciale internationale CNUCED/FAO/IFOAM sur l'harmonisation et l'équivalence des normes dans l'agriculture biologique	Genève (Suisse)	6-7 octobre
Conférence «The Way Forward» de l'organisation Organic ASIA	Kuching (Malaisie)	28-31 octobre
Premier sommet d'Afrique de l'Ouest sur l'agriculture biologique (WASUMMIT)	Abeokuta (Nigéria)	17-21 novembre
Agriculture écologique: Atténuer les changements climatiques et assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance des moyens de subsistance ruraux en Afrique	Addis-Abeba (Éthiopie)	26-28 novembre
Produits de base		
Ateliers donnés dans le cadre du colloque sur le minerai de fer organisé par Metal Bulletin Monte Carlo	Carlo (France)	12-15 mai
Atelier de lancement du Programme Tous ACP relatif aux produits de base agricoles	Dakar (Sénégal)	26-30 mai
Droit et politique de la concurrence		
Séminaire national et atelier de sensibilisation	Monger et Gelephu (Bhoutan)	13-18 décembre
Atelier de formation sur le programme COMPAL	Managua (Nicaragua)	20-26 novembre
Cours sur la protection des consommateurs	Francistown (Botswana)	24-28 novembre
Séminaire national sur la concurrence	Kribi (Cameroun)	1 ^{er} -5 décembre
Atelier national sur la concurrence	Kigali (Rwanda)	18 novembre
Séminaire national sur la politique de la concurrence du Cameroun	Douala (Cameroun)	30 mai

Séminaire national sur la politique de la concurrence	Antananarivo (Madagascar)	5 novembre
Atelier national de formation	Yaoundé (Cameroun)	28-29 mai
Séminaire régional de base sur la concurrence	Siavonga (Zambie)	26-30 mai
Atelier régional sur la concurrence	Tunis (Tunisie)	30 juin
Cours de formation sur la concurrence et la protection des consommateurs	Genève (Suisse)	2-9 septembre
Deux cours sur les lois sur la concurrence de l'UE et des pays d'Amérique latine	Monterrey (Mexique)	4-5 juillet et 15-16 août
Logistique commerciale		
Conférence «India Global Logistics Vision»	Delhi (Inde)	8-9 janvier
Traitement spécial et différencié dans le cadre des négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce	Genève (Suisse)	31 janvier
Institut international de Management pour la Logistique de l'EPFL: Module d'une semaine sur la logistique commerciale dans le cadre du bloc «Global Supply Chain Management» du Mastère spécialisé en management de systèmes logistiques	Lausanne (Suisse)	25-29 février
Développement du transit et du corridor oriental	Téhéran (République islamique d'Iran)	24 mars
Conférence sur les besoins en matière de formation et d'éducation dans les transports maritimes	Kirkwall (Royaume-Uni)	19 mai
Équipe interministérielle de l'Afghanistan sur l'accession à l'OMC	Genève (Suisse)	19 mai
Réunion sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	Téhéran (République islamique d'Iran)	26-29 mai
Réunion du Partenariat mondial pour la facilitation du transport et du commerce (GFP)	Cape Town (Afrique du Sud)	11 juin
Forum régional de l'OCDE sur la facilitation du commerce	Cape Town (Afrique du Sud)	12 juin
Séminaire de l'APEC sur la logistique commerciale	Beijing (Chine)	23-24 juin
Quel avenir pour le 100 % scanning?	Bruxelles (Belgique)	23-26 juin
Cinquième Conférence asiatique sur les services maritimes et logistiques	Kuala Lumpur (Malaisie)	25-26 juin
Conférence de la CEE sur les ports maritimes	Le Pirée (Grèce)	17-18 septembre
Vers des documents commerciaux électroniques pour les importations et exportations palestiniennes	Ramallah (Territoire palestinien occupé)	8-9 octobre
Atelier interne sur les activités futures du Conseil des chargeurs palestiniens à l'intention des membres du groupe de discussion	Jéricho (Territoire palestinien occupé)	25-26 octobre
Programme international de formation sur la facilitation du commerce	Stockholm (Suède)	25-26 novembre
Conférence maritime	Santiago (Chili)	2-4 décembre
Renforcement des capacités dans les domaines de la facilitation du commerce et des transports – ALADI	Montevideo (Uruguay)	8-11 décembre
Négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce		
Séance de réflexion sur le traitement spécial et différencié à l'intention des délégations établies à Genève	Genève (Suisse)	31 janvier
Atelier national sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce	Guatemala City (Guatemala)	11-15 février
Atelier national sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce	St. John's (Antigua-et-Barbuda)	10-14 mars

Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Sanaa (Yémen)	14-19 mars
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Kinshasa (République démocratique du Congo)	14-18 avril
Atelier national sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce	Saint-Georges (Grenade)	18-21 mai
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Roseau (Dominique)	26-29 mai
Atelier national sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce	Bamako (Mali)	7-11 juin
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Karachi (Pakistan)	23-26 juin
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Saint-Georges (Grenade)	21-25 juillet
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Bogota (Colombie)	1er-6 septembre
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Bamako (Mali)	8-12 septembre
Atelier sous-régional sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce à l'intention de Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines	Castries (Sainte-Lucie)	25-26 septembre
Auto-évaluation nationale sur la facilitation du commerce (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Ouagadougou (Burkina Faso)	6-10 octobre
Auto-évaluation nationale et régionale sur la facilitation du commerce (Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines) (en collaboration avec le secrétariat de l'OMC)	Basseterre (Saint-Kitts-et-Nevis)	1er-12 décembre
Atelier régional sur les négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce à l'intention des États membres de l'ALADI	Montevideo (Uruguay)	9-10 décembre
Développement des TIC et du commerce électronique		
Première réunion du Groupe de travail de la Communauté d'Afrique de l'Est sur les cyberlégislations	Arusha (République -Unie de Tanzanie)	28-30 janvier
Quatrième atelier régional sur l'évaluation du degré de développement de la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes	San Salvador (El Salvador)	11-12 février
Cours régional de formation sur la production de statistiques relatives à l'économie de l'information	Incheon (République de Corée)	18-22 février
Deuxième réunion du Groupe de travail de la Communauté d'Afrique de l'Est sur les cyberlégislations	Kampala (Ouganda)	23-25 juin
Troisième réunion du Groupe de travail de la Communauté d'Afrique de l'Est sur les cyberlégislations	Bujumbura (Burundi)	10-12 septembre

Annexe D. Appui du renforcement des capacités en 2008

En 2008, la CNUCED a mis en œuvre quelque 270 projets – interrégionaux, régionaux ou nationaux – dans plus de 70 pays, pour un montant annuel d'un peu plus de 37 millions de dollars, soit presque 19 % de plus qu'en 2007. Environ 41 % de ces montants ont été consacrés à l'assistance aux PMA.

Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CNUCED (États membres, dons et financement d'organismes des Nations Unies) 2008 ^a (en milliers de dollars)	
Royaume-Uni	3 103
Suisse	2 903
Norvège	2 712
Suède	2 390
Belize ^b	1 510
Ghana ^c	1 373
République arabe syrienne ^d	1 005
Finlande	933
France	630
Allemagne	578
Autriche	470
Espagne	460
Luxembourg	418
Irlande	297
Autres pays développés	767
Commission européenne	5 179
Pays en développement ou en transition ^e	4 692
Organisations internationales	3 644
Contributions d'autres sources	770
TOTAL	33 834

a Chiffres préliminaires au 31 décembre 2008.

b Autofinancement du SYDONIA.

c Contribution à la douzième session de la Conférence.

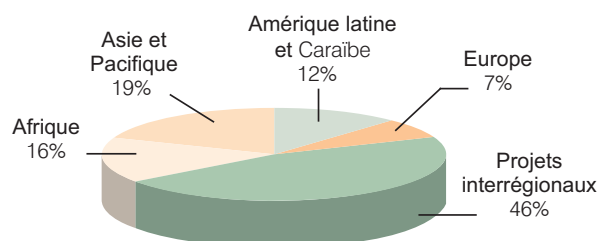
d Autofinancement du SYDONIA, Centre régional et mondial pour les États arabes.

e Il s'agit essentiellement de fonds fournis pour financer des activités de coopération technique de la CNUCED dans leurs propres pays, y compris des activités financées par d'autres sources d'aide au développement.

Le processus de regroupement et de rationalisation des fonds d'affectation spéciale liés à des projets de la CNUCED s'est poursuivi, en consultation avec les principaux donateurs, pour les 17 fonds thématiques établis correspondant aux principaux domaines d'activité de la CNUCED.

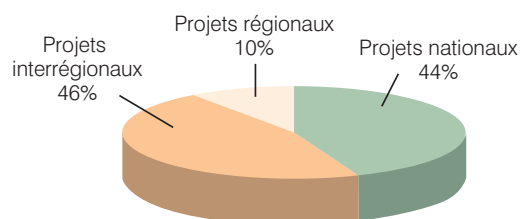
Dépenses de coopération technique, par région, 2008

(en pourcentage du montant total des dépenses au titre des projets)

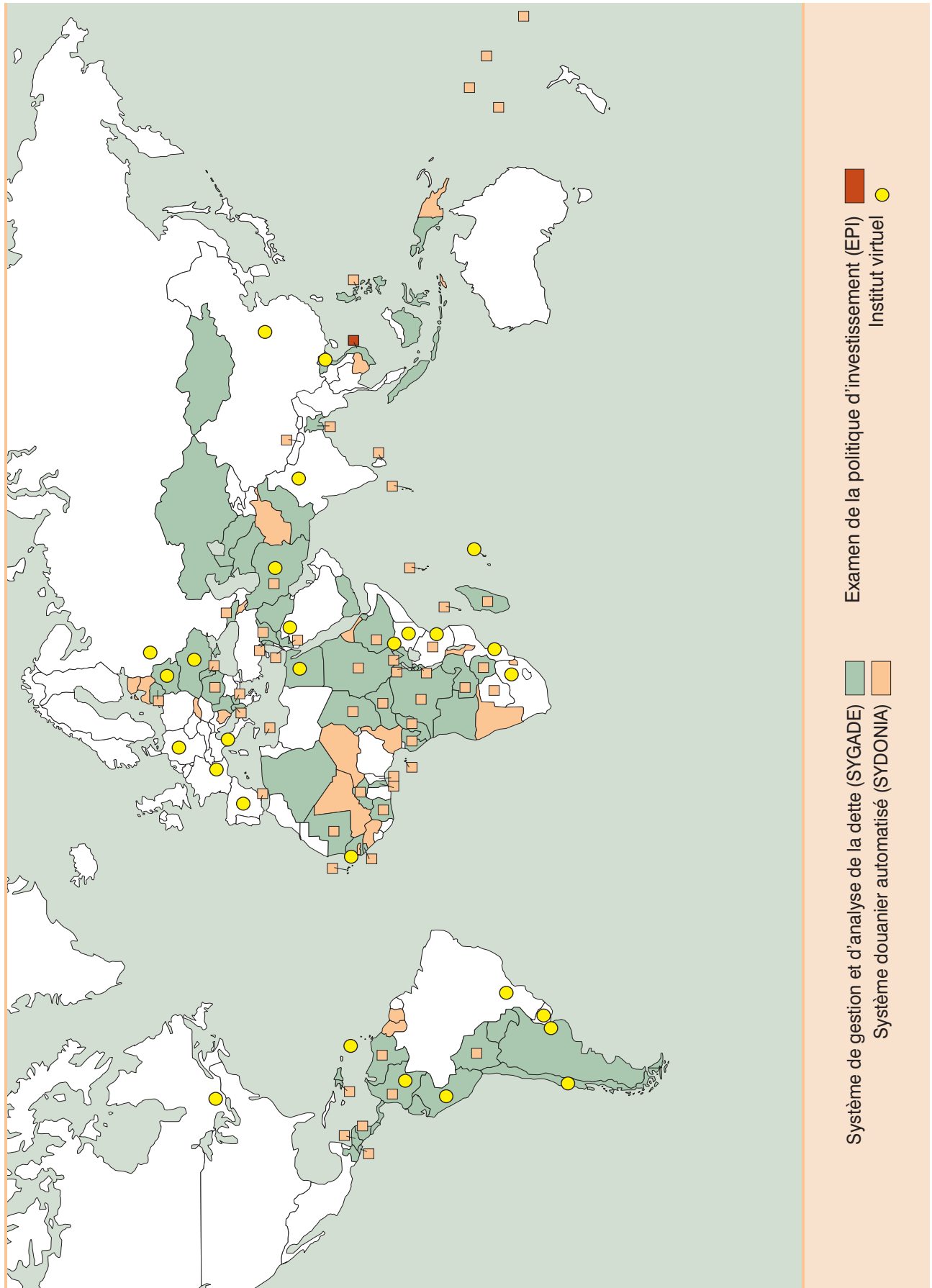


Dépenses de coopération technique, par type de projet, 2008

(en pourcentage du montant total des dépenses au titre des projets)



Annexe E. Sélection de programmes de coopération technique de la CNUCED mis en œuvre en 2008



Annexe F. Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de résultat pour l'exercice biennal 2008-2009

Sous-programme/ objectif	Réalisations escomptées	Indicateurs de résultat	Mesures des résultats	Résultats en 2008	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
Direction exécutive et gestion Faire de la CNUCED une entité plus utile aux États membres et veiller à l'exécution intégrale des mandats prescrits	a. Meilleure reconnaissance par les États membres de la pertinence des travaux de la CNUCED	a. Nombre d'États membres représentés aux sessions annuelles du Conseil du commerce et du développement	120 États membres	114 États membres	Inférieurs
	b. Les mandats sont intégralement exécutés	b. Recommandations issues des évaluations approuvées par les organes intergouvernementaux de la CNUCED intégralement mises en œuvre dans les délais prescrits	Mise en œuvre à 100 %	Mise en œuvre à 70 %	Inférieurs
	c. Meilleure intégration des questions de parité dans les travaux de la CNUCED	c. Augmentation du nombre d'initiatives et d'activités menées en coopération, tenant compte des questions de parité	8 initiatives ¹	<i>Chiffres non disponibles au moment de la publication</i>	-
	d. Gestion efficace du programme de travail	d. Utilisation intégrale et efficace des ressources	Utilisation de 99 % des fonds disponibles ^a	<i>Résultats mesurés à la fin de l'exercice biennal</i>	-
	e. Recrutement et affectation du personnel dans les délais prescrits	e. Réduction de la durée moyenne de vacance pour les postes d'administrateur	150 jours	201 jours	Inférieurs
	f. Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes	f. i) Augmentation du pourcentage de fonctionnaires du Département provenant d'États membres non représentés et sous représentés	8%	7.6%	Inférieurs
		f. ii) Augmentation du pourcentage de femmes dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaire de rang supérieur nommées pour une durée d'au moins un an	37.5%	38.6%	Supérieurs
	g. Raccourcissement des délais de présentation de la documentation	g. Augmentation du pourcentage de documents de présession présentés dans les délais impartis	50 % des documents présentés à temps	58 % des documents présentés à temps	Supérieurs

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

<p>Sous programme 1 – Mondialisation, interdépendance et développement</p> <p>Promouvoir, aux niveaux national, régional et international, des politiques et des stratégies économiques propices à une croissance économique soutenue et à l'élimination de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement, fondées sur une accumulation plus rapide de capital et sur l'accroissement du profit tiré de la mondialisation, dans le contexte d'une interdépendance toujours plus grande des systèmes commerciaux et financiers internationaux et des stratégies de développement nationales, en veillant à assurer leur cohérence</p>	<p>a. Meilleure compréhension des options de politique générale aux niveaux national et international et de leurs implications pour une croissance plus rapide et plus stable et pour l'élimination de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement, grâce à la promotion de politiques appropriées</p>	<p>a. Augmentation du nombre d'approbations par des États membres des recommandations de politique générale et des conclusions des recherches effectuées</p>	<p>30 nouvelles approbations/reconnaisances</p>	<p>18 nouvelles approbations/reconnaisances</p>	<p>Objectif atteint</p>
	<p>b. Progrès réalisé sur la voie d'un endettement soutenable des pays en développement, grâce à une meilleure gestion des finances et de la dette et à un rééchelonnement ou un allègement de la dette</p>	<p>b. i) Augmentation du nombre d'institutions utilisant le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE)</p>	<p>100 institutions</p>	<p>102 institutions</p>	<p>Supérieurs</p>
		<p>b. ii) Augmentation du nombre de pays en meilleure posture en ce qui concerne leur endettement</p>	<p>19 pays^a</p>	<p>7 pays</p>	<p>Objectif atteint</p>
	<p>c. Amélioration des données statistiques et des données tirées de l'expérience et autres éléments d'information dont disposent les décideurs, aux niveaux national et international, lorsqu'ils conçoivent les politiques commerciales, financières et économiques et les stratégies de développement</p>	<p>c. Augmentation du nombre d'utilisateurs extérieurs qui ont demandé que leur soient communiqués des documents d'information et des publications statistiques sous forme électronique et sur papier</p>	<p>25 000 demandes^a</p>	<p>27 000 demandes</p>	<p>Supérieurs</p>
	<p>d. Renforcement du cadre décisionnaire et institutionnel et de la coopération internationale pour le développement de l'économie palestinienne grâce à l'amplification des activités de la CNUCED dans ce domaine, financées par des ressources adéquates</p>	<p>d. Augmentation du nombre de nouvelles mesures politiques et législatives et d'initiatives en matière de coopération internationale</p>	<p>10 nouvelles mesures/initiatives^a</p>	<p>6 nouvelles mesures/initiatives</p>	<p>Supérieurs</p>

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

<p>Sous programme 2 – Investissement, entreprises et technologie</p> <p>Faire en sorte que les pays en développement et les pays en transition tirent profit de l'accroissement des flux d'investissement internationaux et des transferts de technologie, ainsi que de la compétitivité accrue de leurs entreprises au plan international</p>	<p>a. Capacité accrue au niveau national de débattre des enjeux associés à l'investissement international et de leur incidence sur le développement</p>	<p>a. Augmentation du nombre de décideurs ayant déclaré être mieux à même de débattre des questions relatives à l'investissement international</p>	<p>200 communications faisant état de l'utilité des publications diffusées dans le cadre du sous programme^a</p>	<p>102 communications faisant état de l'utilité des publications diffusées dans le cadre du sous programme</p>	<p>Objectif atteint</p>
	<p>b. Meilleure compréhension des politiques permettant d'attirer et d'exploiter au mieux les investissements étrangers directs et les transferts de technologie, ainsi que de l'incidence des accords internationaux sur le développement</p>	<p>b. Augmentation du nombre de recommandations prises en compte par les États membres pour la définition de leur politique</p>	<p>50 recommandations</p>	<p>57 recommandations</p>	<p>Supérieurs</p>
	<p>c. Amélioration des possibilités offertes aux entreprises des pays en développement et des pays en transition d'accroître leur compétitivité grâce au resserrement des liens entre entreprises nationales et étrangères et meilleure compréhension des questions nouvelles qui se posent dans les domaines suivants: normes en matière de comptabilité et d'établissement de rapports, responsabilité des entreprises, transparence, bonnes pratiques de la part des entreprises</p>	<p>c. Augmentation du pourcentage de pays ayant déclaré que les conseils et l'assistance technique fournis par la CNUCED leur étaient utiles pour concevoir des politiques visant à renforcer la compétitivité de leurs entreprises</p>	<p>80 % de pays jugeant très utiles les conseils sur les politiques à suivre et l'assistance technique fournis par la CNUCED</p>	<p>83 % de pays jugeant très utiles les conseils sur les politiques à suivre et l'assistance technique fournis par la CNUCED</p>	<p>Supérieurs</p>

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

<p>Sous programme 3 – Commerce international</p> <p>Faire en sorte que le commerce international, le système commercial et les négociations sur le commerce des biens et services contribuent au développement, et renforcer la contribution du secteur des produits de base au processus de développement pour que les pays en développement et les pays en transition soient pleinement intégrés à l'économie mondiale et en tirent profit</p>	<p>a. Meilleure compréhension des enjeux et capacité accrue des pays en développement, y compris des pays non membres de l'OMC, d'analyser, de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies commerciales appropriées dans les domaines du commerce international, du système commercial international et des négociations commerciales, et amélioration de l'environnement commercial international de manière à leur faciliter l'accès aux marchés et à rendre plus favorables les conditions d'entrée de leurs exportations</p>	<p>a. Augmentation du nombre de pays en développement, y compris des pays non membres de l'OMC, qui participent activement au système commercial international</p>	38 pays en développement	36 pays en développement	Objectif atteint	
	<p>b. Renforcement des capacités et outils analytiques et statistiques et des outils de référence à l'appui des décisions des pays en développement aux niveaux national, régional et international, dans le domaine du commerce et des secteurs apparentés et d'une meilleure compréhension, à l'échelle mondiale, de l'interaction entre commerce, compétitivité et développement</p>	<p>b. i) Augmentation du nombre d'utilisateurs du Système d'analyse et d'information sur le commerce (TRAINS), sur l'Internet ou dans le cadre du Système WITS (World Integrated Trade Solution), et du Modèle de simulation des politiques du commerce des produits agricoles</p>		37 000 utilisateurs	36 000 utilisateurs (estimation)	Objectif atteint
		<p>b. ii) Augmentation du nombre de pays et de facteurs pris en compte pour le calcul de l'indice du commerce et du développement</p>		125 pays	125 pays (estimation)	Objectif atteint
	<p>c. Renforcement de la capacité des pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement ainsi que des partenariats internationaux portant sur les produits de base et le développement</p>	<p>c. Accroissement du nombre de pays où des progrès ont été faits en ce qui concerne l'intégration dans le processus de développement de la production, de la transformation et du commerce des produits de base, comme suite aux recherches et analyses, aux concertations sur la politique à suivre et à l'assistance technique de la CNUCED</p>		25 pays ^a	14 pays	Objectif atteint

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

	d. Renforcement de la capacité des pays en développement de cerner et traiter les questions ayant trait à la concurrence et à la protection des consommateurs, et de contrer efficacement les pratiques commerciales restrictives sur les marchés nationaux et internationaux	d. Augmentation du nombre de pays où la législation relative à la concurrence ou à la protection des consommateurs a progressé, grâce notamment à l'élaboration, l'adoption ou la révision d'instruments juridiques, ou à l'adoption de mesures visant à assurer l'application de ces instruments	12 nouveaux pays ^a	7 nouveaux pays	Objectif atteint
	e. Renforcement de la capacité des pays en développement de concilier les objectifs liés aux activités et aux politiques commerciales et les objectifs du développement durable d'une manière mutuellement avantageuse et plus grande prise en compte des objectifs de développement durable des pays en développement dans le cadre des débats internationaux	e. Augmentation du nombre de décisions visant des objectifs précis prises par les pays en développement et la communauté internationale afin de permettre aux pays en développement de tirer parti des débouchés commerciaux et possibilités d'investissement tout en défendant leurs objectifs de développement durable dans les instances internationales et en poursuivant la réalisation selon des mesures prises aux niveaux national, régional et international	92 décisions ^a	42 décisions (estimation)	Objectif atteint
Sous programme 4 – Infrastructure des services pour le développement, efficacité commerciale et mise en valeur des ressources humaines Améliorer la compétitivité des pays en développement et des pays en transition dans le commerce international grâce à des services d'appui efficaces et sûrs, une utilisation accrue et durable des technologies de l'information et la mise en valeur des ressources humaines	a. Amélioration de la logistique commerciale des pays en développement, grâce notamment au renforcement des systèmes de transport, des dispositifs de facilitation des échanges et du cadre réglementaire et douanier	a. Augmentation du nombre de nouvelles mesures spécifiques prises par les pays en développement pour améliorer l'efficacité de leurs systèmes de transport et faciliter davantage les échanges	20 nouvelles mesures ^a	15 nouvelles mesures	Supérieurs
	b. Sensibilisation accrue des pays en développement aux options politiques et stratégiques qu'offrent les applications économiques des technologies de l'information et des communications et meilleure connaissance de ces options	b. Augmentation du nombre de nouvelles mesures spécifiques prises par les pays en développement pour faire face aux répercussions économiques des technologies de l'information et des communications	28 nouvelles mesures	32 nouvelles mesures	Supérieurs

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

	c. Capacités renforcées des pays en développement dans les domaines du commerce, des investissements et des services d'appui au commerce, par la mise en valeur des ressources humaines, la constitution de réseaux et l'utilisation rationnelle de l'informatique	c. i) Augmentation du nombre de nouvelles mesures spécifiques prises par les pays en développement pour renforcer leurs capacités dans les domaines du commerce, des investissements et des services d'appui au commerce	15 nouvelles mesures ^a	13 nouvelles mesures (estimation)	Objectif atteint
		c. ii) Nombre de responsables gouvernementaux formés qui considèrent que les cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux mentionnés au paragraphe 166 ont contribué sensiblement à faire comprendre ces questions	80 responsables gouvernementaux ^a	42 responsables gouvernementaux (estimation)	Objectif atteint
Sous-programme 5A – Développement de l'Afrique Promouvoir le développement économique de l'Afrique et la participation plus active et l'intégration des pays africains à l'économie mondiale	a. Accroissement de la diversité des options politiques nationales et internationales en vue de promouvoir le développement de l'Afrique dans les domaines de compétence de la CNUCED	a. Augmentation du nombre d'États africains qui approuvent les orientations politiques définies	35 adhésions exprimées dans des articles ou des entretiens	177 adhésions exprimées dans des articles ou des entretiens	Supérieurs
	b. Utilisation accrue des services fournis à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de diverses initiatives intergouvernementales et interinstitutions concernant l'Afrique	b. Augmentation du nombre de demandes d'assistance à l'appui du Nouveau Partenariat et d'autres initiatives du même ordre	6 nouvelles demandes d'assistance	13 nouvelles demandes d'assistance	Supérieurs
Sous-programme 5B – Pays les moins avancés	a. Meilleure compréhension des problèmes de développement des pays concernés et consensus accru entre les partenaires de l'économie mondiale à cet égard	a. Augmentation du nombre de politiques convenues et recommandées par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement	7 nouvelles politiques	3 nouvelles politiques	Objectif atteint

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

<p>Promouvoir une intégration progressive à l'économie mondiale des pays les moins avancés, qui leur soit profitable et qui facilite leur sortie sans heurt de cette catégorie</p>	<p>b. Intégration accrue des politiques et priorités commerciales dans les plans nationaux de développement, à l'aide du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés et renforcement des capacités aux fins du contrôle national et de l'application des matrices d'action du Cadre intégré renforcé</p>	<p>b. Augmentation du nombre de pays s'efforçant d'intégrer leurs politiques et priorités commerciales dans leur plan de développement national et d'appliquer concrètement les matrices d'action du Cadre intégré renforcé</p>	<p>12 pays^a</p>	<p>14 pays</p>	<p>Supérieurs</p>
<p>Sous-programme 5C – Programmes spéciaux</p> <p>Répondre aux besoins particuliers des pays dont l'économie est vulnérable et de taille restreinte, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral et de transit</p>	<p>a. Renforcement de la coopération internationale en vue de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, intitulé «Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit», et de l'accroissement de la participation effective des pays en développement sans littoral et des autres groupes de pays mentionnés au paragraphe 33 du Consensus de São Paulo au système commercial mondial</p>	<p>a. Augmentation du nombre d'initiatives prises par les pays en vue d'une intensification de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et d'une participation plus marquée des pays en développement sans littoral au commerce mondial, comme l'élaboration et la révision des accords relatifs au transport en transit</p>	<p>4 nouvelles initiatives</p>	<p>0 nouvelle initiative</p>	<p>Inférieurs</p>
	<p>b. Contribution à la suite à donner à la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement tenue en 2005</p>	<p>b. Apport des contributions dans les délais prescrits</p>	<p>70 % (des contributions)</p>	<p><i>Chiffres non disponibles au moment de la publication</i></p>	

^a Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

Photo Credit

Cover page: ©ILO/J. Maillard, M. Crozet - ©UNFPA
P5, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 20, 25, 27, 31, 32, 38, 39, 42, 43, 44, 45: UNCTAD Staff
P6-7: UN Photo/R. Kollar
P16-17: UN Photo/Tim McKulka
P18: UN Photo/Lucien Rajaonina
P22-23: UN Photo/Evan Schneider
P24, 33: UN Photo/Jawad Jalali
P28-29: UN Photo/x
P34-35: UN Photo/Logan Abassi
P26, 46-47: UN Photo/Martine Perret
P10(haut), P40-41: ©ILO/M. Crozet
P10(bas): ©Fotolia/Jonathan Larsen

Designed by UNCTAD and printed by the Publishing Service,
United Nations, Geneva – GE.09-50938 – August 2009 – 1,810 – **UNCTAD/DOM/2009/1**





NATIONS UNIES